

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 2 SEPTEMBRE
N° 244 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

**

PAYSANS

AGEN : les paysans interceptent un camion de poires en provenance de l'Espagne et les distribuent aux ouvriers en grève de la tuilerie de Lartigue et Dumas, et à l'hôpital d'Agen.

Les paysans poursuivent l'action en prévision des décisions «sécheresse» du 29 septembre.

voir p.4

ETE 76 : ETE RECORD POUR LE CHOMAGE

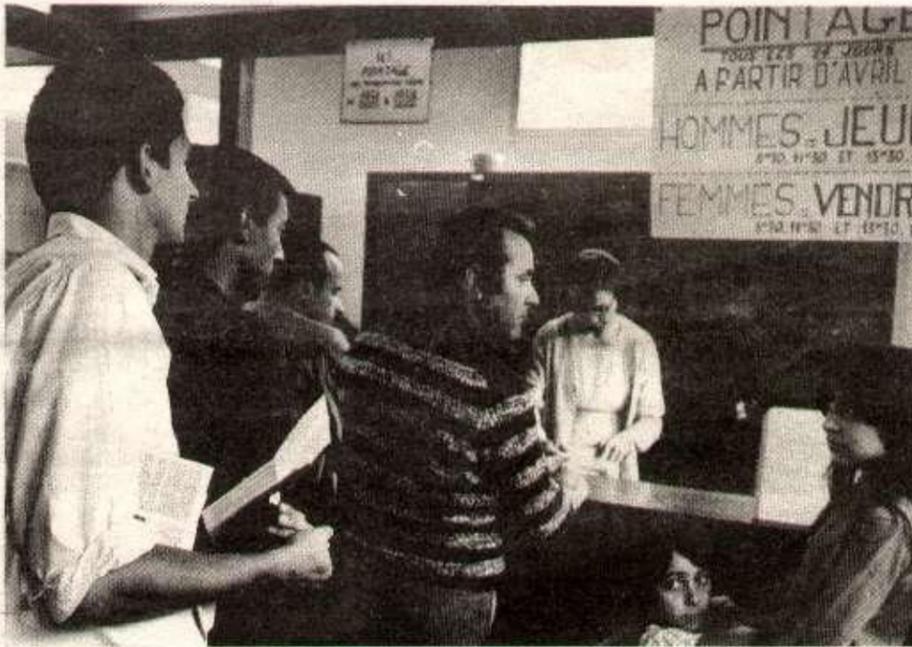
L'indemnisation menacée

On a beau fouiller les dernières déclarations de Giscard ou de Barre, on ne trouve à peu près rien sur la lutte contre le chômage. Non pas que les discours de Chirac ou les déclarations de Giscard du genre : «Le seul objectif du VIIème Plan est le plein emploi», comme il disait en janvier, aient apporté grand chose aux travailleurs privés d'emploi ; mais cette préoccupation a même disparu des déclarations officielles, au profit exclusif de la lutte contre l'inflation. De quelles menaces ces discours et ces silences sont-ils gros ?

«La situation de l'emploi s'est améliorée le mois dernier...» Les journaux nous ont habitués à ce genre de communiqués ces derniers temps. Ils s'appuient sur de légères augmentations des offres d'emploi, et sur des variations saisonnières des demandes d'emploi. Or, il faut le souligner : le nombre des chômeurs a battu cet été les records de ces dernières années. Le chiffre officiel des demandes d'emploi non satisfaites, après correction des variations saisonnières, était de 966 700 en juin, de 950 000 en juillet, chiffres qui sont tous les deux supérieurs à celui de l'été 75, le plus élevé jusqu'à présent des dernières années. Ce qui signifie un nombre réel de chômeurs de un million et demi environ.

Encore faut-il compter avec l'arrivée des 500 000 jeunes qui vont chercher leur premier emploi à la rentrée.

suite p.3



DES TROUPES D'HUSSEIN LE BOURREAU D'AMMAN SONT ENTREES AU LIBAN

déclare la «Voix de la Palestine»

«Des troupes jordaniennes sont entrées au Liban et l'attaque pourrait être lancée dans les prochaines heures ou les quelques jours à venir» annonce la radio palestinienne. «Une attaque de grande envergure pourrait être lancée par les troupes syriennes contre les positions progressistes... des renforts de troupes syriennes continuent de déferler dans la Bekaa».

Le voyage de Sarkis à Damas préparait la guerre, la nouvelle attaque contre les forces patriotiques et la Résistance palestinienne. Celle-ci a commencé : après avoir été contraintes au cessez-le-feu à Roum dans la région de Jezzine il y a deux jours, les troupes syriennes ont attaqué à nouveau au canon et avec des chars le village.

Quelle que soit l'interprétation donnée au voyage de Sarkis : établissement d'une fédération comme le souhaite le régime syrien ou signature d'un «traité de sécurité» comme l'appellent les phalanges, son objet est le même : mettre en place une coordination entre régime syrien et forces fascistes pour continuer le combat, les forces de

droite voulant que cette alliance contrôle tout le Liban. Selon les phalanges la normalisation se traduirait «par la création de commissions mixtes à tous les niveaux entre les deux pays et un système de rencontres périodiques entre les deux présidents». Voilà comment phalanges et régime syrien entendent mettre au point les moyens de parvenir à la fin des combats : en préparant les moyens pour se lancer à l'attaque dans tout le Liban, en coordonnant leurs assauts.

suite p.8

Toulon

LA SECURITE DE PONIATOWSKI C'EST ÇA:

4 moniteurs de colonie de vacances pris pour cible par la police

Une R4 roule paisiblement, avec à son bord quatre jeunes moniteurs de colonie de vacances, criblée de balles, poursuivie sur près de 10 kilomètres par des flics en civil.

Incroyable, non ? Avec une police qui assure la «sécurité des Français», une telle chose ne saurait arriver.

Les quatre jeunes qu'on fait croupir pendant 7 heures ensuite au commissariat, après avoir failli les assassiner, n'ont pourtant pas rêvé.

Les quatre moniteurs, G. route, les flics en descendant Versino, P. Cardayre, R. Desfauchaux et JL Desfourneau, rentraient de Toulon, où ils avaient passé la soirée, vers leur colonie de vacances du Pradet. Ils s'arrêtèrent un moment sur un parking. C'est au moment où ils repartaient vers le Pradet qu'une R4 leur coupa la route, les flics en descendant Versino, P. Cardayre, R. Desfauchaux et JL Desfourneau, rentraient de Toulon, où ils avaient passé la soirée, vers leur colonie de vacances du Pradet. Ils s'arrêtèrent un moment sur un parking. C'est au moment où ils repartaient vers le Pradet qu'une R4 leur coupa la route, les flics en descendant

Suite p. 6

FÊTE A PEKIN POUR ACCUEILLIR LES SAUVETEURS DE TANG CHAN



Remise en route de la production UNE VICTOIRE POLITIQUE DU PEUPLE !

Voir p. 7

ENQUETE

UNE EXPERIENCE COMMUNISTE

cet été dans le languedoc

LES PIERRES, LE SOLEIL,
L'EAU...

A Paris, les camarades avaient débattu de la conception du camp : il en ressortait la volonté de mener, en dix jours, trois expériences :

- une expérience de loisirs collectifs, en organisant ensemble notre temps de détente.

- une expérience de loisirs communistes : découvrir un pays différent de notre banlieue, oui, mais pas seulement des pierres, du soleil, de l'eau... découvrir aussi les habitants ! Comment vivent, comment luttent les travailleurs du Midi ? Des axes d'enquête étaient fixés, sur l'histoire de la Résistance dans la région, sur le mouvement des viticulteurs, sur les luttes des mineurs contre la fermeture du bassin.

- Une expérience d'éducation communiste : profiter de ce séjour pour approfondir notre connaissance de la ligne du parti, soumettre celle-ci à la critique des travailleurs non membres du parti, venus nombreux au camp, engager le débat avec eux.

PRENDRE POUR AXE LA
LUTTE DES CLASSES

Les tentes n'étaient pas encore montées que nous apprenions «l'accident» ; dans le village, c'était le sujet de toutes les conversations. Très vite, nous avons su que, dans cette petite entreprise, un accident mortel avait déjà eu lieu, un an avant ; que, dans le pays, beaucoup d'entreprises présentent des conditions de travail aussi désastreuses.

Nous étions au cœur de la réalité du Midi : d'un côté le chômage qui chasse la jeunesse vers les grandes villes, de l'autre la surexploitation, au mépris de leur vie, de travailleurs qui l'acceptent parce que «à la porte, il y en a dix qui attendent !»

Enquêter sur le pays sans nous saisir de ce crime, le dénoncer ? Pas question ! Il fallait revoir le projet du camp : c'est en partant de ce fait de la lutte de classes qu'il fallait enquêter auprès des anciens résistants, des mineurs et retraités mineurs, des viticulteurs, des jeunes de retour au pays pour les vacances, et leur demander : acceptez-vous que les patrons, qui ont sacrifié la vie de ce travailleur à leur soif de profit, puissent détourner leurs responsabilités ? Que faire pour dénoncer les vrais responsables, les capitalistes qui font mourir la région ?

Une délégation se rendit à l'enterrement du travailleur, prit contact avec la famille. Une collecte fut organisée dans le camping, une autre au marché de Bédarieux. Un représentant de la famille participait à l'intervention. Un panneau appelait les travailleurs à s'unir pour faire la vérité. De nombreux ouvriers, des viticulteurs,

étaient d'accord sur la nécessité d'une riposte. Certains nous dirent : «c'est vous qui faites ça. Alors que le PCF, qui tient la municipalité, se désintéresse de la mort d'un ouvrier et n'engage aucune action contre les capitalistes qui en portent la responsabilité».

DE QUEL CÔTÉ SONT
LES PETITS PATRONS

Le PCF, nous ne devons pas tarder à le rencontrer, dans ce canton où il garde une influence importante, particulièrement chez les mineurs et anciens. Les délégués CGT de la mine, membres de ce parti, nous proposent de visiter le chantier d'extraction de charbon à ciel ouvert. Nous leur rapportons la question des travailleurs sur le marché.

La réponse «officielle», donnée par le candidat aux dernières élections cantonales, est claire : «On ne peut rien faire, il faut laisser la

Le village où les fédérations du PCRml de la banlieue parisienne avaient choisi d'organiser leur camp de loisirs au mois d'août, est mentionné dans un guide touristique de la région du Languedoc : on cite sa rivière poissonneuse, les pentes ensoleillées de ses montagnes, à mi-chemin du Larzac et de la Grande Plaine viticole en bord de mer ; on apprend également que beaucoup d'habitants travaillaient naguère à la mine de charbon, aujourd'hui exploitée seulement à ciel ouvert avec dix fois moins de personnel... Le lendemain de leur arrivée, les camarades découvraient une réalité dont ne parle pas le guide : dans un chantier où il lavait la baryte extraite de carrières, un travailleur marocain était tué dans des conditions affreuses, la jambe broyée par la vis sans fin sur laquelle il travaillait sans protection réelle.

les capitalistes, appelle les travailleurs à ne pas compter sur la justice bourgeoise, à exiger et à faire la vérité, à exiger le droit de refuser de travailler dans des conditions dangereuses.

Il explique qu'aujourd'hui la lutte est possible, que toutes les luttes se rejoignent : «Lutter pour vivre au pays, lutter pour le plein emploi, lutter pour la sécuri-

d'accord avec vous, communistes révolutionnaires». C'est seulement vers la fin de la réunion que la discussion aborde la question : «Comment, dès aujourd'hui, sans attendre 1978, unifier nos luttes ?

Notre intervention a un écho très grand dans la région, elle s'attaque au découragement, aux divi-



justice suivre son cours, l'assurance paiera». Des collectes ? «Mais tout ce que veut la famille, c'est faire rapatrier le corps, pour cela il faut un million, ce n'est pas avec 600 F de collecte...» Mobiliser les travailleurs ?

«Enfin, on ne peut pas attaquer le patron : c'est un ancien ouvrier qui s'est mis à son compte, il a travaillé à la mine, tout le monde le connaît ici, c'est un copain !» «Et puis, ici, depuis la fermeture de la mine, impossible de faire bouger les gars !»

Était-ce une position unanime ? La discussion se poursuit, et le point de vue d'un autre délégué s'affirme : «Petit patron ou pas, quand il a monté son chantier, il savait ce qu'il faisait, il savait qu'il allait faire du profit sur le dos des travailleurs ! Moi, je suis du côté du travailleur qui est mort !». La ligne «d'union du peuple de France contre les monopoles» en prend un coup ! Enfin, décision est prise de faire un tract.

Le soir, deux délégués CGT sont avec nous au camping. Nous nous quittons tard dans la nuit, mais le tract est rédigé, signé : «Des syndicalistes CGT et le PCR», il dénonce les responsables :

té, c'est lutter contre la politique de crise de la bourgeoisie ! Unifions nos luttes !»

VIVRE AU PAYS !

La discussion nous a beaucoup appris : pour ces camarades mineurs, une chose est claire : l'unité populaire, ici, elle se construit autour du mot d'ordre : «Vivre au pays» ; «Quand nous avons manifesté à Montpellier avec les viticulteurs, chacun y est allé avec ses revendications, ce n'était pas une manifestation de soutien aux viticulteurs ; mais nous savions que nous luttons pour la même chose : s'opposer à la braderie du pays».

C'est sur ce thème : «Unité des luttes pour vivre au pays», que nous appelons à une réunion-débat ; deux montages-diapos sont projetés, l'un sur les accidents du travail, l'autre sur la lutte des viticulteurs. Le débat s'ouvre : la cellule du P.C.F. est venue pour «expliquer sa position». Tout en saluant notre initiative, le secrétaire, retraité mineur, ancien FTP, défend la ligne de son parti : «Nous, communistes français, nous ne sommes pas

capacité à partir des idées justes des masses pour mener la bataille contre les idées révisionnistes, affirmer notre point de vue, notre programme clairement.

Au bal du samedi soir, à la partie de boules, au bistrot, à l'heure du pastis, à la baignade avec les jeunes, dans les hameaux au cœur des vignes écrasées de soleil, les discussions s'engagent, des liens de sympathie se tissent. Les camarades ne sont pas des «touristes», des «étrangers du pays», ce sont des travailleurs en vacances qui échangent avec d'autres travailleurs leurs expériences, qui préparent la rentrée. L'accueil est de plus en plus chaleureux. Petit à petit, au camping, des travailleurs du pays «viennent voir», participent à une soirée avec projection de film, observent ce camp où des familles populaires se répartissent les tâches ménagères, organisent une crèche, prennent en charge collectivement les enfants plus grands (qui visitent le pays, vont passer une journée à la mer...)

Dans le même temps, notre connaissance du pays progresse, enrichissant la ligne du Parti sur la question régionale.

L'ESPRIT DE
LA RÉSISTANCE

Avec les anciens FTP, nous apprenons comment, à partir de trois jeunes qui ont commencé l'action, s'est monté le maquis. Quelle leçon sur la confiance que les communistes doivent avoir dans les masses ! Mais cet esprit de la résistance, cet esprit de ne pas s'arrêter en route, d'aller jusqu'à un changement de société, cet enthousiasme qui a été trahi en 44, n'est-ce pas lui qui peut aujourd'hui unifier toutes les forces des travailleurs contre le capital qui fait crever le pays, contre la crise ?

CE N'EST PAS LA MINE
QUI EST PÉRIMÉE,
C'EST LE CAPITALISME !

Les mineurs nous parlent de luttes qu'ils ont mené contre la fermeture du bassin : blocage de la voie ferrée, affrontements avec les CRS. Mais du charbon, y en a-t-il encore ? «Bien sûr, plein nos montagnes ! Quand ils ont fermé les puits, ils ont noyé le gisement le plus riche, de l'antracite !» Avec ces travailleurs, la discussion s'engage sur les perspectives qu'offre le socialisme qui rouvrira les mines et permettra aux mineurs d'y travailler avec une véritable sécurité.

L'UNITÉ
OUVRIERS-PAYSANS

Avec les viticulteurs, pas de difficulté pour engager le débat. Certains connaissent le «Quotidien du Peuple», qui a rapporté fidèlement leur lutte. Pour eux, la

situation est catastrophique : les cuves sont pleines de l'année dernière ! Une seule solution : reprendre la lutte après les vendanges. Mais un certain désarroi se manifeste «Nous avons tout essayé, même les actions les plus violentes. Après Montredon, les viticulteurs ne s'engageront pas dans n'importe quelle action s'ils ne voient pas des perspectives». L'unité avec les ouvriers ? «Bien sûr, mais il y a un problème avec les syndicats et le PCF : au niveau local, on a été soutenu ; mais quand on est monté à Paris pour des ventes, ce n'était pas pareil !». De nombreux contacts ont été tissés, des viticulteurs sont prêts à venir à Paris pour rencontrer des ouvriers, parler dans des meetings. Ils sont prêts à organiser des ventes à la porte d'usines.

PROLÉTARIER
LE PARTI,
CONSTRUIRE
L'UNITÉ POPULAIRE !

Les camarades ouvriers ont indiqué comment ces dix jours étaient dix jours de vraies vacances, bien différentes de celles qu'on passe à Paris ou seul dans un camping, avec les mêmes problèmes que le reste de l'année ! Comment leurs yeux s'étaient ouverts sur la réalité de la lutte de classes à la campagne, sur les possibilités réelles d'unité entre les ouvriers et les paysans.

Bien sûr, tout ça ne s'est pas passé sans contradictions : la lutte entre les deux voies, dans le camp, ça a existé. Nous en avons débattu au cours de «forums», associant tous les participants du camp, membres du parti et sympathisants, à des discussions animées :

- Sur la nécessité de prolétarianiser le parti, d'engager une lutte d'ensemble dans le parti pour renforcer la voie prolétarienne.

- Sur les moyens à prendre pour que le parti intervienne de manière de plus en plus significative dans la lutte de classes, c'est-à-dire la construction du front de lutte contre la crise. En s'appuyant sur notre expérience locale, nous avons examiné très sérieusement les problèmes posés par cette tâche.

A L'AN PROCHAIN ?

Dix jours aussi bien remplis, c'est trop court ! Le camp s'est terminé par la présentation, sur le marché de Lodève, puis devant la terrasse du bistrot de Lunas, d'un sketch retraçant, à travers notre intervention, les différents aspects de l'aspiration à l'unité populaire, à vivre au pays. Un mineur retraité s'est même «reconnu» dans un des personnages !

Et il a fallu partir, avec la promesse de revenir bientôt présenter le film qui a été tourné pendant le camp... et qui sait, l'an prochain ?

CONSEIL DES MINISTRES POUR PREPARER LES MESURES D'AUSTERITE

Le premier véritable conseil des ministres du nouveau gouvernement s'est tenu hier. Il a étudié les problèmes prioritaires de cette rentrée : les conséquences de la sécheresse et la lutte contre l'inflation.

Les premières mesures de Barre contre l'inflation ne sont pas encore connues bien qu'elles soient certainement déjà bien élaborées et au centre des discussions du gouvernement.

Sans pouvoir pronostiquer avec précision quelles seront ces mesures qui seront présentées courant septembre, il est possible de les prévoir. Les mesures de lutte contre l'inflation sont répertoriées depuis longtemps dans l'arsenal économique de la bourgeoisie.

Barre a déjà plusieurs fois expliqué ses conceptions sur cette question, et les experts du VII^e plan dans leur rapport en ont étudié plusieurs possibles.

Dans deux semaines, le conseil des ministres se prononcera sur le budget 77. Barre se réserve certainement la possibilité de jouer sur son montant. Cela fait des années que les budgets sont présentés en équilibre, c'est une des recettes giscardiennes contre l'inflation, son efficacité est prouvée. Cette année Barre ne se contentera pas de présenter un budget en équilibre, il va s'efforcer de réduire le poste de certaines dépenses : nouveaux équipements sociaux, crédits de la recherche, de la fonction publique, de l'éducation. Ce qui signifie pour les salariés de ces secteurs une stagnation de leurs salaires et une diminution des créations d'écoles, de crèches...

AUGMENTATION DES IMPÔTS

Barre n'a pas caché qu'il songeait à une augmentation des impôts et des cotisations de sécurité sociale, c'est d'ailleurs inscrit dans le VII^e plan ainsi que de nombreuses autres mesures d'austérité. L'augmentation de l'imposition directe dite de «solidarité nationale» est une de ces mesures anti-inflation, dont un des effets doit être de réduire la consommation, objectif avoué de Barre. Mais le gouvernement ne devrait pas s'arrêter là et augmenter les impôts au delà de ce qui est nécessaire pour financer les mesures «d'aide». Les cotisations de sécurité sociale seront probablement augmentées pour combler le déficit et ce ne seront pas seulement les cadres qui en feront les frais, mais l'ensemble des travailleurs.

RESTRICTION DU CRÉDIT

Parmi les autres mesures prévisibles figurent les restrictions de crédit. C'est un des moyens les plus efficaces pour réduire la consommation sur l'électro-ménager, l'automobile. Etant donné l'importance de ces industries

dans l'économie de l'impérialisme français, elles risquent toutefois d'avoir des effets néfastes du point de vue de la bourgeoisie. Pour les travailleurs, elles signifieraient de plus grandes difficultés pour acquérir les équipements indispensables et des intérêts plus lourds.

BLOCAGE DES SALAIRES

La principale mesure envisagée reste toutefois la politique des revenus, euphémisme pour désigner le blocage des salaires. La difficulté pour Barre sera de la faire accepter par les travailleurs. La situation politique est très largement différente de celle de 66-67 lorsque Giscard avait fait appliquer un plan anti-inflation. A l'époque, De Gaulle disposait d'une large majorité inconditionnelle, l'idée que son modèle de société pouvait améliorer l'existence des travailleurs en fournissant plus de biens de consommation gardait une résonance certaine chez une partie des travailleurs, ce qui n'a pas empêché qu'un an plus tard éclate Mai 68. Huit ans après, le gouvernement ne dispose ni de cette majorité massive et unie ni surtout de la moindre crédibilité chez les travailleurs.

DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Barre en était conscient lorsqu'il déclarait que la lutte contre l'inflation était politique. Il pense cependant pouvoir faire passer des mesures de limitation des augmentations de salaires en les camouflant ou en les assortissant de mesures d'accompagnement.

Quelles peuvent être ces mesures ? Dans le style du réformisme de la «société libérale avancée» on peut prévoir l'application de certaines des recommandations du plan sur la réduction des inégalités : professions libérales pharmaciens, avocats, notaires... Les experts du

gouvernement estiment que quelques mesures spectaculaires de ce genre assorties d'un relèvement apparent de prestations familiales, de la retraite des personnes âgées, pourraient amener les travailleurs à accepter une limitation des augmentations de salaires.

Les autres mesures préconisées par Barre sont d'ordre «structurel». Elles visent à assurer une plus grande compétitivité de l'économie française, à faire jouer la concurrence entre ces entreprises du marché commun et donc à liquider un certain nombre d'entreprises sans considération pour les licenciements que cela entraînerait.

Ces mesures reviennent toutes à faire payer la crise à la classe ouvrière. Les supputations des ministres sur la possibilité de les faire accepter en les enrobant dans des mesures d'accompagnement se heurteront au refus des travailleurs. Deux ans de société libérale avancée leur ont suffi. C'est par la lutte qu'ils feront échec aux mesures d'austérité.

«Giroud promu secrétaire d'Etat à la culture, la «condition féminine» n'avait plus de secrétariat d'Etat. Le Conseil des Ministres a remédié à ce manque en créant un poste délégué à la condition féminine sous la responsabilité du Premier Ministre.

Emprisonné depuis le 12 avril, Romain Le Gal a passé l'été dans sa cellule de Fresnes. Malgré les protestations nombreuses, les manifestations qui avaient suivi son arrestation, il demeure en prison depuis près de 6 mois, alors que le dossier retenu contre lui est vide. C'est un nouvel exemple de la répression qui frappe ceux qui luttent contre la bourgeoisie.

Rappelons les faits. Dans la nuit du 6 au 7 avril, des policiers arrêtent une voiture dans laquelle se trouvent Romain Le Gal et deux de ses camarades. Le véhicule est fouillé sans résultat. Les policiers recherchaient les auteurs d'un collage d'affiches de l'Humanité Rouge, d'une part, et d'inscriptions à la peinture du PCMLF.

Par ailleurs, le 8 avril à l'aube, perquisition en règle chez Romain Le Gal et d'autres militants de l'Humanité Rouge, sans commission rogatoire.

ETE 76 : ETE RECORD POUR LE CHOMAGE

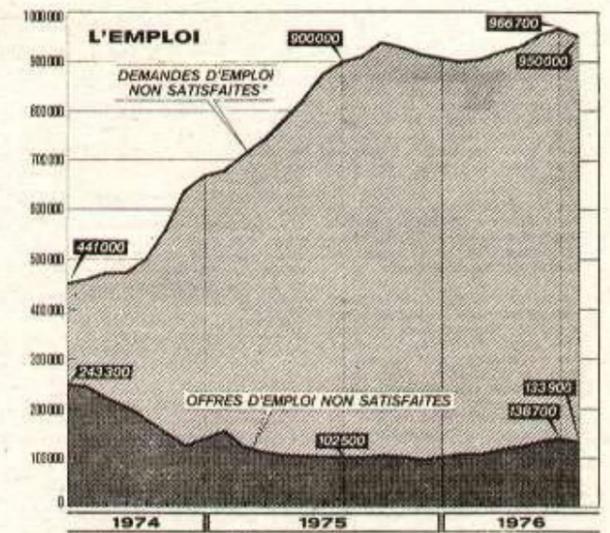
SUITE DE LA PAGE 1

Alors que signifient ces mensonges sur «l'amélioration de la situation du marché du travail»? Tout simplement ceci : que la classe ouvrière va devoir affronter une nouvelle offensive contre l'emploi et contre l'indemnisation du chômage. Le VII^e Plan prévoit que le nombre de chômeurs sera environ d'un million en 1980, selon les critères officiels, c'est-à-dire entre un et deux millions réellement. Et encore, si le taux de croissance fixé à 5,5 % est effectivement suivi, et rien n'est moins sûr : la lutte contre l'inflation va probablement réduire ce chiffre.

L'arrivée de Barre à Matignon, l'accent mis sur la défense du Franc ne peuvent qu'assombrir le tableau. Pour Barre, la lutte contre l'inflation signifie, outre le blocage des salaires, une accélération des restructurations et des liquidations d'entreprises jugées peu rentables : c'est ce qu'il appelle supprimer les «rigidités dans l'emploi des ressources économiques», causes «structurelles» de l'inflation.

D'autre part, la «reprise» a fait long feu ; il y a peu de création d'entreprises nouvelles, et les patrons n'embauchent que très peu. D'ailleurs, même durant la «reprise», l'augmentation de la production s'est faite sans embauche.

Au nom de la lutte contre l'inflation, le patronat et le gouvernement vont donc s'opposer plus brutalement encore qu'auparavant aux



luttés contre les licenciements et les fermetures d'usines.

L'INDEMNISATION MENACÉE

C'était un des fleurons de la politique de «réformes» : pour «faire passer» le million et demi de chômeurs, Giscard a fait grand bruit autour des «90 % du salaire». Bien peu de chômeurs ont pu en bénéficier, ne serait-ce que pendant quelques mois. Mais l'indemnisation des chômeurs semble menacée, à entendre certains discours : «Dans notre société, chacun doit pouvoir trouver un emploi ; encore faut-il que lorsqu'on lui en propose un, il le prenne», disait Fourcade en juin. Ceyrac faisait l'écho : «Trop de chômeurs s'installent dans un état de facilité»,

et Chirac : «Notre système d'indemnisation est certes généreux mais dans certaines circonstances, il n'incite guère à la recherche sérieuse d'un emploi». Ces menaces directes n'ont pas encore reçu d'application, la bourgeoisie sachant bien que la classe ouvrière ne laissera pas remettre en cause ses acquis, si limités soient-ils.

Mais déjà des directives ont été données aux administrations concernées pour «écrémer» les listes de chômeurs indemnisés, sous prétexte de faire la différence entre les «vrais chômeurs» et les «chômeurs professionnels». La lutte contre l'inflation risquant de remettre à l'ordre du jour ces menaces, nous devons rester vigilants.

Paul GAUVIN

LIBERTÉ POUR LE GAL, EMPRISONNÉ DEPUIS LE 12 AVRIL !

Le 12 avril trois militants dont Romain Le Gal sont inculpés par Gallut, juge d'instruction à la Cour de Sûreté de l'État, de reconstitution de ligue dissoute.

Alors que les autres militants sont remis en liberté, Romain Le Gal demeure emprisonné. Par trois fois les demandes de mise en liberté provisoire sont refusées sous prétexte fumeux de «refus de collaboration avec l'instruction». On reproche à Le Gal de refuser de répondre au psychiatre et de signer les procès verbaux d'instruction.

Plusieurs comités se sont créés pour exiger la libération de Romain Le Gal. En particulier à Lorient où il était employé par la municipalité et où il avait des responsabilités à la CFDT, les syndicalistes, ses camarades de travail et de nombreux travailleurs, et progressistes ont mené plusieurs actions.

Dans le village de ses parents, en Bretagne, ses amis, des travailleurs, des paysans ont également formé un comité et exigé sa libération, récemment une manifestation a eu lieu au cours d'une inauguration d'un stade. A St-Denis, le 26 juin, le PCR (ml) manifestait avec l'Humanité Rouge pour exiger sa libération. Au congrès de la CFDT, une motion était présentée par plus de 70 syndicats pour exiger la libération de tous les militants emprisonnés et la levée des inculpations.

Les grands moyens d'information sont restés totalement silencieux sur ces faits. Pour briser le mur du silence, pour obtenir du pouvoir que Romain Le Gal soit remis en liberté et que les inculpations soient levées, il est nécessaire d'élargir le mouvement de protestation.

Le PCR (ml) exige la

mise en liberté immédiate de Romain Le Gal et la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la Cour de Sûreté de l'État.

En raison de l'arrêt de la parution quotidienne de l'Humanité Rouge pendant les mois d'été, le Quotidien du Peuple a offert chaque semaine au moins, une page à son comité de rédaction pour briser le silence sur Romain Le Gal. Cette proposition reste évidemment valable bien que jusqu'ici la direction de l'Humanité Rouge n'y ait pas encore donné suite. Pour sa part, le Quotidien du Peuple, le PCR (ml) continueront de mener la lutte pour la libération de Le Gal et de tous les prisonniers politiques.

Une affichette exigeant la liberté pour Romain Le Gal a été éditée par le PCR (ml). La commander au journal.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Les manifestations du Centre et du Sud-Ouest :

A AGEN, LES PAYSANS DISTRIBUENT AUX OUVRIERS EN LUTTE DES FRUITS D'IMPORTATION INTERCEPTÉS

Dans la nuit de lundi à mardi et pendant toute la journée de mardi, de nombreuses et vives manifestations ont mis en mouvement plusieurs milliers de paysans de la Loire, du Centre et du Sud-Ouest.

● A St-Etienne, alors que se réunissait la commission administrative chargée de distribuer l'aide allouée par le gouvernement, les paysans ont interpellé le Préfet Cousier, le pressant de s'expliquer sur les «promesses» d'indemnisation maintes fois réitérées par Bonnet.

● C'est dans les différents départements du Sud-Ouest, que les rassemblements de paysans ont été les plus nombreux. A Muret, en Haute-Garonne, la sous-préfecture a été occupée pendant plusieurs heures. Dans

le Gers, à Auch, les paysans en colère qui avaient avec eux quelques... deux cents moutons, ont visité la Cité Administrative et le bureau du secrétaire général de la préfecture. A Dax, dans les Landes, trois cents éleveurs ont parcouru avec leurs tracteurs les rues de la ville et ont tenu un rassemblement devant les locaux du sous-préfet.

● Trois manifestations tenues simultanément dans le département du Lot-et-Garonne, à Marmande, à Villeneuve-sur-Lot et à Agen ont réuni éleveurs et producteurs de tomates décidés à protester ensemble contre la baisse accélérée du revenu paysan.

Ainsi, à Agen où la RN 113 a été bloquée par des barrages filtrants, les automobilistes pouvaient lire sur le

tract qui leur était remis «qu'il faut 173 quintaux de blé en 1976 pour payer une 2 CV contre 117 il y a dix ans», tract qui se terminait par cet appel : «*agissons ensemble !*». La quasi-totalité des automobilistes de retour des vacances ont témoigné aux paysans une chaleureuse solidarité.

Partout dans le Sud-Ouest, la colère paysanne est unanime pour condamner le caractère insultant des acomptes alloués par le gouvernement dans le cadre du plan «d'aide d'urgence à l'agriculture». L'objectif immédiat étant d'exiger le classement de ces départements en zone 1, la zone des départements les plus sinistrés.

Mais par leur vigoureuse protestation, les éleveurs et producteurs de fruits réunis ont assuré qu'il ne s'agissait là que d'un avertissement très clair lancé au pouvoir : les paysans entendent que dans le plan définitif d'indemnisation qui sera rendu public le 29 septembre, de sérieuses mesures soient décidées en vue d'obtenir un relèvement du revenu paysan. Bonnet est prévenu : ces manifestations ne sont qu'une étape dans la mobilisation paysanne d'ici le 29 septembre !

Pour l'heure, Barre et son nouveau gouvernement restent muets face aux pressantes revendications des paysans. Alors que le battage autour de la création d'un impôt-sécheresse continue d'alimenter les gargouilles de la presse bourgeoise. C'est, par exemple, le journal «les Echos» qui écrit dans un éditorial qu'on croirait de la main de Charpentier, le président des cadres, «que les contribuables ne sont pas décidés à payer une note que les paysans n'ont cessé de forcer».

Les paysans du Lot-et-Garonne ont montré hier comment ils entendaient répondre à leur manière aux appels répétés de la bourgeoisie à la «solidarité nationale». Au barrage organisé sur la RN 113 près d'Agén, ils ont intercepté un camion de poires en provenance de Lerida en Espagne. Ils ont vidé le contenu du camion et sont allés en manifestation l'offrir à l'hôpital d'Agén et aux ouvriers de la tuilerie Lartigue et Dumas à Pont-du-Casse, trois cents travailleurs qui luttent contre le chômage depuis que l'usine a déposé son bilan il y a trois semaines. C'est en multipliant de telles actions que va pouvoir se tisser une solidarité populaire active dans la lutte et qu'ouvriers et paysans mettront en échec cette politique d'austérité que vise à nous imposer la bourgeoisie !

Corresp. Valenciennes



Usinor restructure LES TRAVAILLEURS PAIENT LA FACTURE

Usinor a décidé d'investir plus d'un milliard de francs dans les trois ans soi-disant pour la survie de la sidérurgie dans le Valenciennois. Comme prévu, on assistera à un arrêt progressif de la production de fonte et d'acier à Trith-Saint-Léger, et l'amélioration du train de laminage à grosses poutrelles et le développement de l'atelier de forgeage des roues et essieux.

La fonte arrive par voie ferrée de l'usine de Denain : quatre fois par jour, 100 tonnes de fonte en fusion arrivent. Le 5 mai dernier, une centaine d'ouvriers avaient empêché le premier convoi de fonte qui avait du faire marche arrière. De nouveaux laminoirs sont pré-

vus pour 78 à Denain afin de pourvoir l'usine de Trith en acier laminé. Le résultat de ces opérations pour les travailleurs de Trith, c'est : 300 d'entre eux mutés à Denain, 100 à Dunkerque et Mardick, 160 en retraite ou... au chômage. D'autres mutations sont prévues vers Denain pour l'année prochaine.

Ces plans de restructuration d'Usinor sont, comme d'habitude, destinés à faire supporter aux travailleurs le poids de la crise. Les sidérurgistes du Valenciennois ne laisseront sûrement pas Usinor réaliser ses projets sur leur dos.

réouverture de Griffet

UNE PREMIERE VICTOIRE

Après de long mois de lutte, les travailleurs de Griffet viennent d'obtenir la réouverture de leur usine. Ainsi, la plus longue lutte de France contre une fermeture d'usine vient d'aboutir à une première victoire. Cependant le tandem Genoyer-Deferre n'hésite pas à glisser leurs manœuvres pour réaliser une opération politique en vue des prochaines élections municipales.

Que retenir de leurs discours ? Pour Genoyer, à part l'inévitable thème de la région («dans le cadre de grandes orientations nationales, il faut savoir préserver à la fois la liberté d'entreprendre et les intérêts des régions»), on retient surtout que «l'essor de l'entreprise dépendra pour beaucoup de la conquête de marchés extérieurs». C'est-à-dire que l'emploi des travailleurs est d'ores et déjà subordonné à la compétitivité de l'entreprise. C'est encore et toujours le chantage à la crise que se prépare à utiliser Genoyer.

Pour Deferre, celui-ci soulignera d'ailleurs fausement que les travailleurs ont toujours eu la mairie de leur côté (oublie-t-il l'action des «Griffet» sur son bateau ?), pour ensuite remercier le ministre d'Or-

nano qui a, paraît-il, été toujours compréhensif... C'est pourtant lui qui déclarait, en mars : «Griffet, c'est fini», et dénonce Fourcade qui vient d'interdire au Conseil Régional de subventionner la nouvelle entreprise.

LA LUTTE CONTINUE

Pour les deux compères, seule la publicité sur leurs noms est importante. Ils ne font pas grand cas de la situation des travailleurs. Quatre-vingt-cinq d'entre eux pourront être embauchés fin janvier. Pour les quarante autres, qui suivent les stages, ils seront reclassés.

Pour l'intersyndicale, la réouverture de l'usine «constitue une victoire de la lutte acharnée des travailleurs». Elle souligne

toutefois, à la fin du communiqué, «il faudra que la liberté syndicale soit respectée dans la nouvelle entreprise et non bafouée comme elle l'était auparavant. Dénonçons tous les abus sans relâche. Combattons sans faiblir un instant, seule la lutte paie. Tous unis à la base et dans l'action».

Pour la plupart des travailleurs, ce redémarrage constitue une première étape, mais tout est loin d'être réglé. Pour la suite, c'est toujours sur leurs propres forces qu'ils auront à compter, cette force qu'ils ont su manifester en juillet en «retenant» le directeur de la main d'œuvre et en allant manifester pour défendre leurs délégués interrogés par la police. La politique libérale de collaboration suivie aujourd'hui par Genoyer-Deferre ne saurait cacher que ceux-ci sont des patrons de combat, coutumiers de la répression anti-syndicale ; à la Phocéenne de Métallurgie, chez Genoyer ainsi qu'à la mairie, FO fait la loi et les délégués CGT sont pourchassés.

Corr. Marseille

CADOT : La reprise oui ! mais avec tous les ouvriers

Une conférence de presse organisée par l'UL CGT avait lieu hier pour tenter de faire le point sur la lutte des ouvriers de chez Cadot.

Le plan Tibéri de restructuration de la boulangerie commence à rentrer en application. La boulangerie industrielle qui représente 20 % de la production en France sera désormais sous la coupe de deux grands qui se partagent le marché : Videgain qui prend le marché de l'exportation des biscottes et du pain de mie et Sefrapain, filiale du trust anglais Rang Wis qui prend le marché du pain proprement dit, c'est-à-dire les grandes surfaces (à l'exception de Carrefour), les cantines scolaires et d'usines. Bientôt, nous mangerons du pain dont la «qualité» et surtout le prix ne dépendra que du bon vouloir du monopole.

Cadot est repris par une société tout spécialement

créée pour l'occasion et ou M Jean Michel (président de la Sofrapain) s'affirme comme le patron. Les travailleurs de Cadot vont devoir être vigilants dans les négociations qui vont débiter dès la fin de la semaine. Il s'agit pour eux d'imposer, par la continuation de leur lutte, la réembauche de la totalité du personnel de production. Déjà, l'occupation de l'usine a permis que soit maintenue

l'unité de production. Le trust est obligé de compter avec les gars de la boîte. Aujourd'hui, il leur appartient pour que les négociations, par un vil marchandage, ne se fassent au détriment de leurs intérêts et d'exiger notamment la réembauche de tous.

La lutte continue chez Cadot.

R. H

Lille

Le PCR et l'UCJR auront un stand à la braderie de Lille, dimanche 5 septembre, dans le périmètre du boulevard des Écoles.

A cette occasion, la Librairie Populaire ouvrira ses portes.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)
 Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19
 CCP n° 23 132 48 F Paris
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIÈRES

S.N.C.F.

POUR FAIRE RECULER LA DIRECTION UNE NÉCESSITÉ

LA LUTTE COMMUNE
DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Ce grade, sous couvert de permettre aux conducteurs de trains rapides, (et ceci en fin de carrière), d'accéder à une catégorie super, vise en fait à diviser les roulants, et ce de deux manières : d'une part, parce que très peu y arriveront (quant à ceux qui voudront y arriver, s'ils veulent bénéficier des avantages de ce grade, ils devront, de fait, prolonger leur carrière au-delà de 50 ans). De l'autre, la division que veut introduire la direction SNCF se fera jusque dans ses moindres détails, puisque, comme dans la région de la Côte d'Or, tous les dépôts ne sont pas concernés, seul celui de Dijon l'étant !

La revendication pour laquelle se battent les roulants est donc tout à fait juste.

D'ailleurs, la colère est grande : cette manœuvre sournoise a vu les roulants riposter à maintes reprises : en mars-avril, en août, et à ce propos, la fédération CGT reconnaissait hier matin qu'il « avait fait tache d'huile et que 10 régions étaient en grève ».

Mais alors que le mouvement a été déclenché hier, il est évident que deux éléments en apparence contradictoires se font jour.

VOLONTÉ DE LUTTE ET
MÉFIANCE

Que ce soit à Dijon, dans la plupart des dépôts du

C'est à la suite des différents mouvements engagés au mois d'août, par les roulants SNCF, que les fédérations CGT et CFDT décidaient, il y a quelques jours, d'appeler les agents de conduite SNCF à un mouvement de grève nationale. Celui-ci commençait hier matin, 1^{er} septembre à 6 h et il se terminera mardi 6, à 6 h.

Ce mouvement, rappelons-le, se fixe une cible précise : la suppression du grade T.5, grade introduit par la direction SNCF lors des négociations salariales de 1976.



sud-est, à Lyon, à Chambéry, les roulants ne feront grève que le 3 et le 4, parfois le 5. De là, deux premières conclusions : il semble net que les roulants, tirant le bilan des précédents mouvements, refusent de se laisser, encore une fois, essouffler

dans une série de débrayages éparpillés sur une semaine. Ils n'ont pas oublié la grande lutte de mars-avril où les fédérations isolaient, morcelaient le mouvement, par la pratique de fausses informations, annonçant de fausses reprises.

D'autre part, la fédération CGT affirme « la puissance de la grève d'août sur les régions du Midi avait surpris la direction ». Alors pourquoi l'avoir stoppée en route ? « Ne pas gêner les usagers » clairon-

naient à l'époque les fédérations. Certes, les roulants de Rennes par exemple se sont posés la question de ne pas gêner les enfants des travailleurs, rentrant de colonie de vacances et cet argument est juste et il faut le prendre en compte en certaines occasions. Mais là n'est pas la question. Les roulants savent bien que cet argument a été utilisé par les confédérations à tous les coups, dans nombre de mouvements du secteur public et qu'il vise en fait pour celles-ci à sabrer l'extension de ces mouvements. Les confédérations ont aujourd'hui d'autres préoccupations. Il y a donc à juste titre, une méfiance des roulants face aux confédérations ! Mais aussi, une grande combativité. Ce n'est pas un hasard si, dans beaucoup de régions, les roulants ont justement décidé de partir en grève vendredi, samedi et dimanche, c'est-à-dire pendant le week-end !

D'autre part, en filigrane, s'ajoute à la suppression du grade T5, les autres revendications qu'il est urgent de faire aboutir comme nous le dira la CFDT de Dijon : les salaires, les conditions de travail, les 104 jours de repos par an.

Les roulants devront se battre résolument pour imposer aux directions fédérales la prise en compte de toutes leurs revendications, ainsi que les moyens de les faire aboutir. C'est par la lutte commune, roulants et sédentaires, que les travailleurs de la SNCF feront plier la direction.

Richard FEUILLET

INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ
CFDT CHEMINOT

Question : Comment sera suivi à Marseille le mot d'ordre de grève du 1^{er} au 6 septembre ?

Réponse : A Marseille, nous appelons à un mot d'ordre de grève du 2 septembre à 20 H au 4 septembre à 6 H du matin. Le 5 août dernier, nous avons lancé une action uniquement sur la région Provence-Côte d'Azur mais cette fois-ci, c'est une grève tournante sur le plan national pour mieux sensibiliser les usagers et pour répondre à la volonté des gars qui veulent dépasser les grèves de 24 H.

— Le point fort serait le vendredi 3 septembre, c'est-à-dire la veille du week-end, cette date a-t-elle été choisie pour ne pas nuire aux usagers ?

— L'action se fait pendant la période de la rentrée, c'est ça qui est important. Faire le maximum pour ne pas gêner les usagers c'est bien sûr un souci. C'est pourquoi la grève tournante est plus efficace car elle perturbe le transport des marchandises, nationalement, pendant toute la période du 1^{er} au 6 sep-

tembre, les transporteurs ne seront pas sûrs de pouvoir utiliser la SNCF alors que d'habitude, ils peuvent prendre leurs dispositions pour envoyer leurs marchandises avant. Ce qui est important à souligner, c'est la participation d'agents de conduite autonomes. La CGT et la CFDT ont été les seuls à refuser et à dénoncer le grade T5. Chez les autonomes, ça montre que la prise de conscience se développe. Bien sûr, bien que minoritaires, c'est un début de la prise de conscience de la lutte de classe. Bien que le T5 soit homologué, les agents de conduite pensent vraiment qu'il est possible de faire reculer la direction et donc le gouvernement sur ce point.

— Si rien n'est obtenu sur ce point comme sur les effectifs et les salaires, la lutte sera-t-elle poursuivie ?

— Le 4 septembre sur Marseille, nous ferons le point sur la lutte, je ne peux pas dire ce qui sera décidé, je n'en sais rien, mais ce que je peux dire c'est que les gars partent en action pour obtenir satisfaction.

PREMIERE VICTOIRE POUR
LES TRAVAILLEURS DES
ENTREPRISES DE NETTOYAGE
DE LA RATP

Les ouvriers, en majorité immigrés, qui s'occupent du nettoyage dans le métro luttent depuis plusieurs mois pour de meilleures conditions de travail. Ils sont répartis dans six entreprises avec des salaires différents, des horaires différents par nationalités différentes pour essayer de provoquer des divisions.

Mais les travailleurs ont surmonté une grande partie de ces difficultés. Ils se sont syndiqués en masse à la CGT et à la CFDT et ont élu leurs délégués. Plusieurs entreprises se sont déjà réunies pour discuter et élaborer une plateforme

revendicative. Une permanence syndicale commune à toutes les entreprises est prévue.

Les patrons de ces entreprises de nettoyage commencent à avoir peur de cette unité grandissante. Déjà, le patron de la première entreprise vient de céder sur une partie importante des revendications des travailleurs — 4 jours de congés consécutifs payés dans l'année en plus du congé annuel à prendre au gré des travailleurs, — la possibilité de prendre deux mois de vacances (un mois sans solde) pour retourner dans leur pays, — le rattrapage

A Paris dans le 14^eLES VACANCES N'ONT
PAS RALENTI LA GRÈVE
DES LOYERS

Angle rue Didot, rue Alésia, se trouve un groupe d'HLM. A vrai dire, cet ensemble ne tranche pas avec les luxueux immeubles modernes situés cent mètres plus loin. Il a l'air assez pimpant. Mais écoutons les commentaires d'un locataire : « d'abord, je ne me sens pas en sécurité. La fumée dégagée par la combustion d'une porte suffirait pour tuer une famille, même la fenêtre ouverte, les cloisons sont en aggloméré, les encadrements de porte et dalles en plastique. Au premier étage, l'immeuble, pourtant récent, commence à se fissurer. Ensuite, la pression de l'eau est insuffisante pour faire fonctionner les machines à laver. Il n'y a pas d'aire de jeux pour les enfants. Pas de volets... »

C'est dans cette cité que, depuis juillet, 174 locataires (sur 600) refusent de payer l'augmentation des loyers. La plupart d'entre eux sont des habitants du secteur «Vercingétorix», chassés par la rénovation et relégués ici. « On avait 300 F de loyer par trimestre, maintenant ça nous fait 800 F par mois pour un F3, alors, pour beaucoup, c'est très difficile ».

Déjà en janvier, les loyers avaient été augmentés de 4 % à 10 %. En fait, la SAGECO HLM « qui fait du social », veut petit à petit renouveler ses locataires. Il y a de moins en moins d'ouvriers. Ils sont remplacés par des employés, fonctionnaires... qui bénéficient des 1 % patronaux.

L'Amicale des Locataires a pris en main cette lutte. D'abord, il a fallu mobiliser : assemblées générales, interventions avec grands panneaux aux portes des immeubles, permanences nombreuses, pour centraliser les loyers (amputés des 10 % d'augmentation). La riposte a été envoyée aux locataires, les menaçant d'expulsion et insinuant que c'est presque par charité que les loyers ne sont pas plus élevés.

« Sur la défensive, la SAGECO, l'est effectivement. Surprise devant l'ampleur de notre action de boycott de la hausse, la SEGECO avait mis tous ses espoirs dans l'effritement du mouvement en adressant à ceux-ci une première lettre d'intimidation. Elle spéculait aussi sur les difficultés normales d'organisation de l'action en août, dues au départ en vacances de nombreux locataires et de plusieurs membres du bureau de l'Amicale ». (Tract de l'Amicale du 20/8)

De fait, malgré les vacances, la mobilisation a continué en août et c'est à plus d'une centaine que les locataires ont confié leur loyer à l'Amicale. Avec la rentrée, la mobilisation doit reprendre de plus belle et jeudi, une assemblée générale est convoquée.

Déjà, l'ambiance a changé dans la cité. Déjà les nouveaux arrivants (un des immeubles est à peine achevé) font rapidement connaissance avec leurs nouveaux voisins, qui les associent à leur lutte.

Avec la perspective de l'ouverture d'un foyer socio-culturel, des jeunes « qui n'avaient pas bonne réputation » se sont mobilisés. Une militante de l'Amicale a pris l'initiative très positive de réunir ces jeunes. Ils ont parlé de leurs problèmes. Eux aussi, ont intérêt à la lutte.

Ainsi, les discussions ont commencé autour de l'utilisation du foyer socio-culturel. Cela permettra à la lutte de s'élargir, la détermination des locataires est grande.

Corr. Paris 14^e

des salaires depuis 75, — une pharmacie par équipe d'ouvriers, — 2 blouses et 2 paires de chaussures par an, — la possibilité d'utiliser les locaux (jusqu'à réservés à la RATP) pour se changer et faire chauffer leur repas.

Ce grand succès a augmenté la confiance des travailleurs dans leur capacité de lutte. Les ouvriers de l'entreprise n° 1 vont contacter les autres boîtes pour ensemble définir de nouvelles perspectives et remporter des succès plus grands encore.

Correspondant

Faites
connaître
le Quotidien
du Peuple

INFORMATIONS GÉNÉRALES

4 moniteurs de colonie de vacances pris pour cible par la police

Suite de la page 1

Le conducteur réussit à démarrer et les flics commencent une poursuite jusqu'au Pradet. Ils criblèrent la voiture de balles : une douzaine de coups de feu furent tirés et on a retrouvé 6 impacts de balles sur la R4. C'est par miracle que les quatre moniteurs sont restés en vie.

Arrivés devant la gendar-

Tous les éléments classés, donc, sont encore réunis dans cette affaire pour en faire une « bavure ». Sévices policiers, acharnement sur des jeunes, « tir instinctif » des flics en civil, « méprise » des flics qui ont expliqué qu'ils « croyaient » avoir affaire « aux agresseurs d'un homme attaqué au port marchand ».

nent au « tir instinctif », il ne peut y avoir que de plus en plus de bavures.

L'autre jour, à Paris, un jeune à mobylette, repérant un barrage de contrôle de flics, s'arrête puis prend une rue pour les éviter. L'un des flics s'est mis à courir immédiatement, et il a porté « instinctivement » la main à son pistolet.



Ici, l'impact des balles sur la voiture des quatre moniteurs...

merie du Pradet, les flics tirent encore, ils font allonger les quatre victimes par terre, ils donnent des coups. L'un des moniteurs aura la langue coupée et la mâchoire décrochée : 8 jours d'arrêt de travail pour la victime. Et, en prime, on a gardé à vue toute la nuit, pendant 7 heures les quatre moniteurs au commissariat de Toulon.

Tous les éléments, également, sont ici réunis pour accuser la politique policière menée par Poniatowski. La « bavure » devient un produit régulier de l'activité policière (voir encart). L'insécurité s'installe. Quand un directeur de la police intime à ses hommes d'avoir, dans tous les cas « le dernier mot », quand des policiers s'entra-

L'expulsion automatique des étrangers, le quadrillage du métro, les patrouilles dans les cités, la préparation de lois répressives nouvelles, la réforme de l'état d'urgence, tous ces éléments viennent s'assembler pour trahir une politique policière qu'il faut combattre pied à pied, car elle viole, consciemment, chaque jour, les libertés les plus élémentaires, et elle prépare, pour demain, son outil répressif contre le mouvement des masses.

P. LEFORT

Sur le palmarès des « bavures »

Février 75 : à Marseille, deux jeunes sont roués de coups à l'hôtel de police.

Mars 75 : affaire du « Thélème » ; l'avocat algérien Benachemou est tabassé, traité de « raton », au cours d'une fusillade entre flics et gangsters de la bande Zemmour.

Avril 75 : un jeune Algérien est retrouvé mort en prison aux Baumettes après des violences policières.

Fusillade de la rue du Château des Rentiers ; un représentant est abattu, les policiers attendaient des gangsters.

Juillet 75 : fusillade à Charenton. Deux postiers gravement blessés, battus sauvagement par les flics, un inspecteur de police est tué aussi par ses camarades.

Décembre 75 : un flic tire sur un conducteur martiniquais qui refuse de laisser emmener sa voiture à la fourrière.

Janvier 76 : à Bordeaux, dans le quartier St-Jean, un jeune est blessé par une balle d'un flic, « tirée en l'air ».

Juin 76 : sévices policiers à Bandol contre un garagiste, à St-Cyr, contre des jeunes.

Juin 76 : l'employé de banque Bapedou est abattu à son domicile. Motif : il collectionnait les armes.

Juillet 76 : à Besançon, un gendarme tire sur un jeune ouvrier pour défaut de permis de conduire.

le jeune Gilles Olivier est abattu à St-Denis.

un gendarme tire sur un jeune, à Bégude de Mézen, l'envoyant paralysé à l'hôpital.

près de Bordeaux, des gendarmes tuent des gangsters en fuite : la voiture tuée une fillette, un conducteur de fourgon et deux autres fillettes sont blessés.

août 76 : les gendarmes de Biscarosse ne peuvent expliquer pourquoi un homme gardé à vue est retrouvé mort la tête dans un seau.

un cheminot d'Épinal est roué de coups par des flics pour avoir protesté contre des brutalités.

des ouvriers immigrés à Dampierre en Burly (Loiret), sont tabassés par des flics.

L'affaire Ceccaldi

LECANUET : DERNIER COUP BAS

Etienne Ceccaldi avait été muté de Marseille à Hazebrouk alors qu'il s'occupait du dossier des pétroliers. Cette mutation entre dans le cadre d'une double opération que Lecanuet entendait mener. Localement, étouffer l'affaire et intimider les magistrats qui auraient été tentés de s'y intéresser. Et nationalement, mettre au pas toute la magistrature et lui rappeler son rôle de serviteur fidèle, la seule bonne justice aux yeux de la bourgeoisie ne pouvant bien sûr être qu'une justice aux ordres. Ceccaldi avait refusé cette mutation arbitraire dans une petite ville où il était évident qu'on cherchait à l'éloigner de toute affaire pouvant mettre en cause des capitalistes.

Lecanuet avait alors transmis le cas de Ceccaldi à la Commission de discipline du parquet. Devant cette procédure, le Syndicat de la Magistrature avait déclenché une grève, conquérant de fait le droit de grève que lui refusait Lecanuet. La sanction finalement prise par ce dernier est la plus faible prévue à l'article 45 du statut de la magistrature. Le fait que la commission de discipline n'ait proposé que cette sanction, et sur la base d'un « manquement au devoir de réserve » et non du refus de la mutation avait été une défaite pour Lecanuet.

Lecanuet a quand même pris une sanction, à la veille de son départ, ce qui prouve s'il était besoin son zèle dans la mise au pas de la justice. De plus, le « manquement à l'obligation de réserve » allégué est un moyen de sanctionner pour délit d'opinion.

Yves BEAUMONT

Dans un communiqué publié hier, le syndicat de la magistrature annonce que Lecanuet avant de boucler ses valises pour quitter le ministère de la justice a pris une sanction contre le substitut Ceccaldi. Il lui a infligé une réprimande avec inscription au dossier.



Etienne Ceccaldi

FIESCHI CONDAMNÉ

Jacques Fieschi, président du Syndicat des transporteurs routiers corses, la « Strada corsa », vient d'être condamné à six mois de prison avec sursis dont quinze jours fermes, trois ans de mise à l'épreuve et 1 500 F d'amende, pour « violence à agent dans l'exercice de ses fonctions, et violence avec armes ».

Lundi dernier, il a essayé de bloquer avec son semi-remorque la passerelle d'embarquement du car-ferry Napoléon, dans le port d'Ajaccio. Ceci pour protester contre la suppression de la rotation maritime Propriano-continent. Fieschi n'a tiré que des coups de feu en l'air, c'est la police (de très nombreux CRS) qui a visé son camion.

Au cours du procès d'Aléria, en juin, Jacques Fieschi, avait déjà été condamné à un an avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat.

CONDITIONS DE TRAVAIL

SOLMER : LE PATRON CONDAMNÉ

La Solmer, à Fos, est un de ces grands bagnes capitalistes du genre Usinor-Dunkerque. Son bilan est tout aussi impressionnant : 43 morts en 5 ans, 837 accidents en 1975. De plus, la Solmer utilise un nombre important d'ouvriers venus de l'extérieur, loués par les marchands d'esclaves des entreprises d'intérim. Pour ceux-là, aucune sécurité, ils ont fourni un lourd tribut de morts au capital.

Lorsqu'en 1974, le Comité d'Hygiène et de Sécurité est mis en place, c'est le début d'une longue lutte. Car Durand Rival, le patron, n'aime pas qu'on y regarde de trop près en matière de sécurité, on comprend pourquoi. Il s'oppose à ce que le CHS fasse appel à des personnes compétentes extérieures à l'usine à

titre consultatif, ce qui est pourtant prévu par la loi. Il s'immisce dans la désignation des délégués. Il édicte les règles de sécurité de sa propre autorité et sans consultation. Il dissimule certains accidents pour éviter toute enquête.

Tous ces faits sont constitutifs du délit d'entrave au fonctionnement des CHS. Aussi la CFDT, a-t-elle attaqué le patron et a obtenu gain de cause : le patron a été condamné à 21 amendes de 400 F et à 3 000 F de dommages et intérêts envers la CFDT, ainsi qu'à la publication de la condamnation.

Dans le rapport de forces qui a permis d'obtenir cette condamnation, les récentes luttes de Février ont sans doute pesé lourd.

NOUVEAU PROCÉDÉ DE DÉTECTION DU SATURNISME

L'INRS (Institut National de la Recherche sur la Sécurité), a annoncé la mise au point d'un nouveau système de détection du saturnisme, maladie professionnelle due au contact avec le plomb.

Le meilleur moyen actuellement connu est une analyse d'urine qui est assez compliquée. Jusqu'à ce jour, elle était d'autant plus difficile à réaliser que l'urine devait être recueillie avec un conservateur et transportée au frais et dans l'obscurité. Le nouveau système consiste en un papier spécial, qui, trempé dans l'urine, en retient les élé-

ments nécessaires et peut être transporté beaucoup plus facilement au laboratoire. De plus, l'analyse est automatisée.

Cette découverte constitue un indéniable progrès. Cependant, une véritable prévention du saturnisme ne pourra se faire que quand le système sera suffisamment simple pour que les travailleurs puissent au moins le contrôler, sinon l'utiliser eux-mêmes. Pour l'heure, le nombre de cas de saturnisme officiellement décelés (100 à 200 par an) reste largement inférieur à la réalité.

FETE A PEKIN POUR ACCUEILLIR LES HEROS DE TANCHANG

Hier, la population de Pékin a accueilli triomphalement trois mille travailleurs revenant des opérations de sauvetage à Tangchan et a rendu hommage à ceux qui se sont sacrifiés.

Cette cérémonie marque les succès d'un mois de lutte contre les conséquences du tremblement de terre : sauvetages, rétablissement de la production rapide dans les régions sinistrées, mobilisation des travailleurs pour la solidarité partout ailleurs dans le pays ; à travers ces luttes, le peuple chinois a constamment avancé dans la lutte contre le déviationnisme de droite de Teng Siao Ping et sa théorie de l'extinction de la lutte de classes. En effet, la lutte contre les conséquences du séisme, la mobilisation et l'héroïsme des masses ont prouvé que dans la lutte contre la nature, comme dans toutes les autres tâches de la construction du socialisme, il était fondamental de s'appuyer sur les masses et de leur faire confiance. Si les militants et cadres du parti, les ouvriers et mineurs chargés de sauvetage ont fait l'impossible au péril de leur vie pour venir au secours des sinistrés, si les travailleurs de toutes les régions de Chine se sont dévoués pour faire parvenir les secours rapidement par tous les moyens, pour dépasser leur production afin de

compenser les pertes subies, ce n'est pas par intérêt personnel ou pour des « stimulants matériels », mais c'est bien qu'ils ont en vue les intérêts de la collectivité, le développement du socialisme.



Dire que la lutte contre le séisme a été l'objet d'une lutte entre deux voies n'est pas un vain mot : en effet, à Tangchan, quand les mineurs

ont lancé le mot d'ordre de rétablir la production le 10 août, certains ont dit que c'était présomptueux ; pourtant le 7 août, la mine sortait son premier chargement de charbon, car l'enthousiasme révolutionnaire des travailleurs l'a emporté sur des conceptions pessimistes révélant, en fin de compte, un manque de confiance dans les masses. Mis à part une très petite minorité de gens qui, au cours de cette lutte, ont montré leur nature bour-

geoise, la grande majorité des cadres et membres du Parti Communiste ont été à l'avant-garde du combat, les cadres participant au sauvetage ou participant à la production pour remplacer les sauveteurs partis dans les régions sinistrées. Les cellules du parti ont organisé, malgré les conditions très difficiles, des écoles politiques le soir pour discuter avec les travailleurs des enjeux de la lutte et la replacer dans la perspective de la lutte contre la ligne de Teng Siao Ping.

Les héros qui ont été fêtés hier à Pékin sont les héros d'une grande lutte contre la

geoise, la grande majorité des cadres et membres du Parti Communiste ont été à l'avant-garde du combat, les cadres participant au sauve-

nature, mais aussi d'une grande victoire politique du peuple chinois dans sa lutte pour le socialisme, vers le communisme.

USA-URSS Frégate contre sous-marin en Méditerranée

Une frégate américaine et un sous-marin soviétique se sont heurtés en Méditerranée. Les deux flottes croisent en permanence en Méditerranée. Le nombre des navires soviétiques s'élève aujourd'hui à soixante dix. Récemment, le porte-avions Kiev est passé par le détroit des Dardanelles. Pour ne pas être accusés d'avoir violé la charte de Montreux, qui interdit le passage de porte-avions dans ce détroit, les Soviétiques ont annoncé que leur navire était un porte-missiles, cas non prévu par l'accord.

Les flottes soviétiques et américaines en Méditerranée ont pour but de contrôler la Méditerranée

orientale, dans la zone où s'est situé l'accident, au large de la Grèce et de la Turquie. En même temps leurs flottes se font face au Moyen-Orient et dans tout le reste de la méditerranée.

Un tel incident, s'il met en évidence l'intense activité des marines des deux super-puissances dans cette région montre surtout qu'il n'y a aucune détente : ni en Méditerranée, ni en Europe. L'augmentation sans cesse croissante des forces navales soviétiques qui y croisent et la grande activité de la flotte américaine visent à contrôler cette mer, l'une des principales zones de défense de l'Europe.

GUADELOUPE

• SUISSE : A Neuchâtel, plus de deux mille travailleurs venus de plusieurs cantons ont manifesté leur soutien aux travailleurs de l'entreprise Dubied en lutte pour leurs conditions de travail et leur emploi, le 28 août.

Une conférence de presse organisée par tous les chercheurs français et américains qui suivent l'activité de la soufrière, a été organisée en Guadeloupe. Elle confirme deux choses. Tout d'abord que l'activité sismique est sans précédent connu de la part de ces chercheurs, et que par conséquent le danger était extrêmement grand dans la zone du volcan. Surtout, et c'est la seconde chose, il est impossible de donner une date à laquelle une éruption pourrait se produire. Ainsi les manœuvres de l'administration coloniale qui a mis sur le compte d'une « querelle d'experts », les mesures contradictoires qu'elle prenait devant le phénomène naturel porte-t-elle toute la responsabilité des mesures qu'elle a prises, et qui ont conduit à la ruine des habitants de Basse Terre.

Actuellement les ouvriers agricoles vont dans les plantations de bananes pour faire la récolte. Mais le préfet qui a autorisé cette activité a indiqué en même temps que la zone restait interdite.

Ainsi le gouvernement permet aux bananiers de faire la récolte, sans rien organiser pour faire face à la catastrophe.

• CHYPRE : Sampson, fasciste responsable du coup d'Etat de juillet 1974 contre Makarios, a été condamné à 20 ans de prison par la cour d'assises de Nicosie.

• CHINE - CAMBODGE : Un accord de coopération économique entre les gouvernements de la République populaire de Chine et du Kampuchea démocratique a été signé le 26 août à Phnom Penh.

Afrique du Sud Pressions de Kissinger sur les pays africains

Après le refus de Vorster de quitter la Namibie, Kissinger s'appuie à le rencontrer. Pour lui, il s'agit de sauver le régime raciste, dont la fragilité a été encore renforcée par l'essor des soulèvements en Afrique du Sud. Son projet est de faire des négociations pour créer des gouvernements multiraciaux en Namibie et en Rhodésie en utilisant des fantoches africains. Les mouvements de libération refusent toute discussion avec les racistes et veulent la destruction de leur régime. Aussi Kissinger cherche-t-il des appuis autre pour son plan. Il avertit les pays voisins qu'ils doivent être raisonnables, qu'ils ne doivent pas réclamer des solutions pour la Namibie et la Rhodésie à la fois, qu'ils doivent accepter une solution progressive par la voie des négociations.

Kissinger se trouve dans une impasse : ne pouvant trouver d'appuis à l'intérieur des pays racistes, il veut des appuis à l'extérieur : ce qui est une impasse. Les pays africains apportent aujourd'hui un soutien de plus en plus important aux mouvements de libération.

En Namibie, la conférence de Windhoek, que les

racistes voudraient transformer en « gouvernement intérimaire » est profondément divisée. La délégation des métis a demandé des élections immédiates et l'ouverture d'un dialogue avec le SWAPO, ce que le dirigeant des racistes de Namibie, Mudge, a refusé. Mudge maintient le soutien de fausse indépendance dictée par Vorster : un pseudo-Etat fédératif maintenant l'apartheid avec l'occupation de l'armée sud-africaine ; et

c'est dans ces conditions qu'il propose des élections !

D'autre part, le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est réuni pour examiner la violation par l'Afrique du Sud de la résolution des Nations-Unis qui exigeait l'indépendance immédiate de la Namibie. Au nom du groupe africain, le représentant de Madagascar a réclamé contre le gouvernement de Prétoria des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion de l'ONU.

en bref...en bref... en bref...

AFRIQUE DU SUD
« Nous sommes toujours en état d'alerte » dit le chef de la police d'Afrique du Sud. La police a chargé une manifestation dans la ville du Cap. Cette manifestation était organisée à la fois par des Africains et des immigrants asiatiques, victimes eux aussi du régime d'apartheid.

RHODÉSIE
De très violents combats se déroulent. Un

camp de l'armée rhodésienne a été attaqué et très endommagé. L'armée rhodésienne avoue que c'est la plus grosse attaque subie depuis le début de la guerre de libération. L'attaque a été précédée d'un violent tir de roquettes, après lequel les combattants se lancèrent à l'assaut et investirent le camp.

• USA
Carter a reçu le soutien d'Edward Kennedy et de Meany, dirigeant

du plus puissant syndicat américain, l'AFL CIO.

Après la Libye et le Koweït, l'Irak vient de demander une réunion extraordinaire des pays de l'OPEP pour fixer le prix du pétrole brut.

• USA-PAKISTAN
Selon un hebdomadaire américain, les États Unis fourniront dix avions A7 au Pakistan si ce pays renonce à acheter une usine de retraitement nucléaire à la France.

• IRLANDE : Le premier ministre Cosgrave a demandé mardi au parlement de déclarer l'état d'urgence pour lutter contre la « conspiration contre le gouvernement démocratique » de l'I.R.A.

IRAN : 2 RÉVOLUTIONNAIRES ASSASSINÉS

Mohamed Safari Langaroudi et Azam Rouhi Ahangara ont été assassinés par le régime du Chah lundi, annonce la presse iranienne. Depuis le début de l'année, le Chah a fait assassiner de nombreux révolutionnaires, soit dans la rue soit à la suite de « procès » dont la sentence est connue avant même l'ouverture de l'audience.

Le régime du Chah est de plus en plus étroitement lié au Pentagone, le ministère de

la Guerre américain. Depuis 1972, il a acheté pour 10 milliards de dollars de matériel militaire. Et les américains sont si nombreux à tous les échelons, que l'anglais est devenu la langue des officiers iraniens, 27 000 américains au moins travaillent en Iran. Et ils sont de plus en plus nombreux : en février, le Pentagone a envoyé d'un coup 1 500 personnes. De plus les entreprises, comme la société Rockwell, qui installe un énorme centre de communications en Iran et forme des techniciens, emploient 3 000 américains environ. Tout l'Iran devient une gigantesque base militaire américaine, puissamment armée. Pour assurer la sécurité des États-Unis dans son pays, le Chah impose au peuple iranien une sanglante dictature.

INTERNATIONAL

Suite de la page 1

LES COMBATTANTS PALESTINIENS ATTAQUENT LES SIONISTES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

L'OLP annonce que de nombreux occupants sionistes ont été anéantis à la fin du mois d'août sur la rive ouest du Jourdain et à Tel-Aviv. Le 28 août, des combattants ont fait sauter un édifice de l'armée israélienne au bord d'une route près de Tel-Aviv, ainsi qu'un poste de police. Le 17 août, une unité de fedayin a attaqué et fait sauter un véhicule ennemi chargé de munitions sur la route Tibériade-Safad, près d'Al Jaounah.

LES PHALANGES FONT APPEL A ISRAËL

Ces préparatifs d'agression sont complétés par la mise en œuvre de l'accord militaire avec le boucher de Amman, Hussein. Après avoir, en septembre 1970, tenté par le massacre de liquider complètement la Résistance palestinienne, ses troupes entrent au Liban. Au Sud Liban, les phalanges ont appelé Is-

raël à la rescousse : elles ont demandé officiellement à l'Etat d'Israël d'assurer la protection du seul village qu'elles contrôlent : Ein Ebel. Ainsi l'odieuse mise en scène qu'elles avaient organisée avec les sionistes prétendant que ceux-ci soignaient la population du Sud Liban se dévoile pour ce qu'elle est : une légitimation de l'intervention d'Israël dans le Sud Liban.

Les combats qui se sont poursuivis hier dans les régions de Tripoli, bloquée au nord par les troupes syriennes, attaquée au sud et à l'est par les phalanges, l'envoi de renforts syriens dans la région du mont Sainnine où les

troupes syriennes ont été tenues en échec, le raid lancé par les forces phalangistes contre des positions patriotiques dans Beyrouth, désignent quels seront les objectifs des forces d'agression. Mais les échecs qu'elles ont subis à chaque fois trouvent leurs racines dans la vigilance et la détermination des forces patriotiques de ne pas céder devant la grande alliance qui se constitue en ce moment.

SOUTIEN TOTAL A LA RESISTANCE PALESTINIENNE ET AU PEUPLE LIBANAIS

La Résistance palestinienne et les patriotes

libanais sont déterminés à combattre. Nous devons aujourd'hui sans attendre une minute organiser un soutien sous toutes ses formes : dénoncer partout la propagande phalangiste qui nous est imposée en guise d'information, organiser des initiatives de toutes sortes, prendre en mains le soutien matériel. Les aliments, les vêtements, l'argent que nous devons envoyer aideront les peuples libanais et palestiniens à poursuivre leur combat. Cette aide manifestera surtout qu'ici, en France, et dans le monde entier, la classe ouvrière et le peuple sont à leurs côtés.

Grégoire CARRAT

PALESTINE OCCUPÉE Mobilisation des masses palestiniennes contre leur expropriation



Les récentes manifestations qui ont eu lieu en Palestine à Al Khalil contre les projets de colonisation font suite à une mobilisation générale de la population palestinienne cet été face à leur expropriation.

Les plans de colonisation de toute parcelle de terre palestinienne où il y a une concentration de Palestiniens se poursuivent les uns après les autres. Chaque ministre israélien propose au ministère de la colonisation la création de colonies. Les lieux les plus souvent cités sont ceux où la population palestinienne est concentrée. Pour les sionistes, c'est un des moyens utilisés pour chasser les Palestiniens de leur pays. Al Khalil est une grande ville de la Cisjordanie. Des colons de la colonie Kiryat Arba ont décidé de s'installer en plein centre de la ville. Ils sont soutenus et encouragés par le Parlement israélien : un comité de soutien à la colonisation est même formé par des parlementaires à cette occasion. Les colons appellent à des manifestations en plein centre de la ville pour le soutien à ce projet. Quelques jours avant, ces mêmes colons envahissent une école de la banlieue d'Al Khalil et la

détruisent entièrement. De grandes manifestations palestiniennes ont eu lieu contre ce projet à Al Khalil et dans la plupart des grandes villes de Cisjordanie.

Autour de Al Kods (Jérusalem), trois villages sont en train d'être expropriés pour y installer des colonies : à Abou Deis, les paysans ont vu leurs terres quadrillées par l'armée d'occupation, du jour au lendemain. C'est de cette façon que les sionistes annoncent la nouvelle de l'expropriation. Les paysans se sont regroupés et ont adressé des lettres de protestations aux consuls étrangers, aux organismes internationaux. Ils ont demandé la solidarité de leur peuple. A Izrieh, à l'annonce de la nouvelle de l'expropriation, les paysans ont protesté auprès des autorités occu-

pantes qui leur ont proposé des indemnités. Les paysans ont refusé ces indemnités. Ce qu'ils veulent, c'est leurs terres, c'est vivre dans leur pays, et non des indemnités. A Beit Jala, des barbelés sont posés autour des terres. En Galilée, la mobilisation des paysans contre leur expropriation a continué, depuis la date de la Journée de la Terre le 30 mars de cette année. Les paysans demandent la libération de tous leurs frères arrêtés pendant la journée du 30 mars.

La lutte du peuple palestinien, qui vit sous l'occupation, contre l'expropriation et l'installation de colonies fait partie intégrante de la lutte que mène la Révolution Palestinienne pour la libération de la Palestine, pour y construire un Etat démocratique.

Le chah d'Iran arme les phalanges

La « sainte alliance » des régimes réactionnaire contre la Résistance Palestinienne se confirme : le chah d'Iran a envoyé des tanks aux fascistes des phalanges.

Un appel de l'Association Médicale Franco-Palestinienne

« Que des milliers, des dizaines de milliers de voix s'élèvent pour exiger la survie du peuple palestinien. Que la solidarité matérielle afflue, que vivres, vêtements, médicaments, matériel sanitaire, soient expédiés en masse au Liban. Que les chirurgiens, les réanimateurs, les médecins, les infirmières de France, se sentent concernés. Les besoins sont immenses. Manifester sa sympathie ne suffit pas ; le peuple palestinien attend notre soutien sanitaire sur place. Que personne n'accepte sans remords de ne rien faire alors qu'il en est encore temps ».

* 24, rue de la Réunion, 75020 Paris. CCP 34521-83.

REUNION PUBLIQUE

SOUTIEN TOTAL A LA RESISTANCE PALESTINIENNE ET AU PEUPLE LIBANAIS

Vendredi 3 septembre à 20 H
au centre socio-culturel d'UCKANGE

Section Moselle du P.C.R.ml

LOCKHEED : LE PARTI RÉVISIONNISTE ITALIEN AU SECOURS D'ANDREOTTI

Le premier ministre Andreotti, attaqué par la presse pour être mêlé au scandale Lockheed, se défend d'étrange manière : « Si je n'avais pas été du point de vue moral, absolument inattaquable, je ne serais pas maintenant, après tant d'années, à ce poste ». Raisonnement par l'absurde ! Veut-il faire croire que son parti, la Démocratie Chrétienne, dont la corruption est proverbiale, est une école de vertu ? Le problème n'est d'ailleurs pas de savoir s'il a touché ou non personnellement des pots-de-vin, alors que la Démocratie Chrétienne en a touché pour le marché d'Hercule C130, destinés à l'armée italienne et pour un marché de Starfighter fabriqués par Fiat pour la Turquie. De toute

façon, la Démocratie Chrétienne a aussi touché des subventions directement du gouvernement américain dans le cadre de la « lutte contre le communisme ». Cela n'empêche pas le P.C.I. de prendre la défense d'Andreotti en dénonçant les attaques de la presse comme des « manœuvres équivoques » ; il pense sans doute qu'elles mettent en danger le « compromis historique » qu'il a commencé à passer avec cet allié peu ragoûtant.

Ailon, ministre israélien des affaires étrangères, s'est félicité ouvertement de l'intervention syrienne au Liban et a prétendu qu'Israël s'opposerait au retour des fedayin au Sud-Liban.

CORÉE : LES USA RESPONSABLES DES CRIMES DE PARK JUNG HEE

Des négociations se sont engagées à Panmunjom entre les troupes d'occupation américaines et la République démocratique populaire de Corée pour délimiter et partager la ligne d'armistice entre les deux Etats, afin d'éviter les incidents semblables à celui qui a coûté la vie à deux officiers américains. Le gouvernement américain a fait cesser mardi l'Etat d'alerte de ses troupes (air, terre, mer), et les B 52 qui sillonnaient l'espace aérien de Corée du Sud ont regagné la base de Guam dans le Pacifique. La récente provocation américaine a bien montré à quel point l'impérialisme US faisait ce qu'il voulait en Corée du Sud : c'est lui qui a déclenché l'incident de Panmunjom, et c'est lui qui a reculé sans que Park Chung Hee ait eu un mot à dire. Il est ainsi d'autant plus difficile pour le gouvernement américain de se laver les mains de la politique de répression du régime de Park Chung Hee qui s'est manifestée récemment par la condamnation de Kim Dae Jung et de plusieurs personnalités de l'opposition à de lourdes peines de prison. L'opinion publique américaine commençant à prendre conscience de la réalité du fascisme en Corée du Sud, Ford a été contraint, après un vote du Congrès, d'envoyer une note de remontrances à ce sujet à Park Chung Hee.

USA

Carter, parlant devant un auditoire en majorité sioniste, a déclaré qu'il était favorable à « des frontières défendables » pour Israël.

Des vacances qui se terminent

" POUR AVOIR DES VACANCES DIFFERENTES IL FAUDRAIT D'ABORD AVOIR UNE AUTRE VIE "

LA FIN DES VACANCES SUR LES PLAGES DU NORD

Le mois d'août n'était pas encore fini. Pourtant, le brusque changement de temps, le vent qui provoquait de petites tempêtes de sable sur les plages leur donnait déjà un aspect d'après les vacances. Une première chose frappe, sur ces plages du Nord, entre Boulogne et Dunkerque : presque toutes les voitures des vacanciers sont immatriculées 59 ou 62, c'est-à-dire Nord ou Pas de Calais. On est loin de la côte d'azur, où les habitants ne paraissent plus qu'une minorité.

Wimereux : la marée est presque haute. Au loin, les aciéries du petit port, à Boulogne, crachent. A l'horizon, on aperçoit un bout de côte anglaise, et surtout le trafic incessant des tankers sur la Manche. Des Torrey Canion et des Olympic Bravery par centaines...

A part les jeunes du club de voile, qui ont du mal à résister au vent sur leurs voiliers, la plage et la promenade qui la domine respirent plutôt l'ennui. On va gratter quelques cailloux encore à découvrir, on se promène.

«Que voulez-vous qu'on fasse ? Avec le mauvais

Plus loin, deux jeunes femmes discutent de leurs salaires, comparent la charge de travail, les primes, les indemnités. La reprise du travail est déjà là !

«On ne l'oublie pas le salaire, pendant les vacances. Si on pouvait l'oublier, on ne serait peut-être pas là, d'ailleurs. Et puis la rentrée, vous savez ce que c'est : l'habillement les livres pour les enfants. Si on discute salaires, ce n'est pas pour rien.»

BLEROT PLAGE : c'est la plage de Calais. Aussi,



Blériot, Plage : les cabanes de plage où beaucoup d'ouvriers de la région passent leurs vacances.

De ce côté de la plage, c'est le plus éloigné de Calais, on est plutôt du même bord. Ce n'est pas comme l'autre côté, avec le front de mer que les richards se réservent.

Un peu plus loin, en s'éloignant encore de Calais, un camping. La plupart des campeurs plient les tentes. Devant les voitures, des tas s'accumulent. Le retour sera difficile. Une famille est assise au milieu des paquets.

LES VACANCES DES ACIÉRISTES DE TRITH-SAINT-LÉGER

A quelques kilomètres de Calais, un peu à l'écart des villas de location et des dunes, on découvre un petit terrain entouré de grillage. Une pancarte barre l'entrée : «Centre de vacances. Comité d'entreprise de la société métallurgique de l'Escaut, Trith St Léger». A l'intérieur, de petites baraques en préfabriqué. Pour beaucoup d'ouvriers de l'usine, c'est le visage des vacances.

«POUR L'OUVRIER, C'EST LA DICTATURE»

Dans quelques jours, la famille M. repartira. «Le car viendra nous chercher. Nous aurons passé trois semaines au grand air. Et il faudra recommencer comme avant». Comme avant ? «Non, ce n'est pas tout à fait ça. D'abord, on a appris à se connaître. Il y a dix jours, des hommes avaient un peu trop bu. Vous savez ce que c'est, il y a eu une fête. Il y a eu un peu de bagarre. Ça aurait pu continuer dans cette voie. Eh bien, le lendemain, c'est le jour où notre voisin a été hospitalisé lui n'était pourtant pas à la fête, lui, il y a eu des discussions toute la journée, d'abord au marché, puis d'une maison à l'autre. Et ça ne s'est pas reproduit. Il y a des copains avec qui je travaille depuis dix ans que j'ai mieux connu, comme ça. Ce n'est pas entre ouvriers qu'il faut se bagarrer». Les menaces de fermeture, à la suite d'Usinor, des usines de la société métallurgique de l'Escaut sont, du coup, évoquées. «C'est cela la rentrée, il ne faudra pas se laisser faire». Madame M. intervient alors : «Je ne fais pas de politique, mais il y a une chose que j'ai comprise : pour l'ouvrier, c'est la dictature».

Ce ne sont pas ces vacances, qui permettent tout juste de se refaire pour reprendre une année de travail, qui risquaient de lui faire oublier.

Dans une des préfabriqués, M. M., cinquante ans, lamineur, se repose. «Ici, nous sommes chez nous. L'argent du comité d'entreprise, ce n'est pas celui du patron, c'est le nôtre. Et les vacances, à quoi ça sert ? à se reposer». Sa femme nous rejoint : «Il ne vous dira pas, mais il n'a pas beaucoup de distractions. Il n'y a plus grand monde, car les autres ont déjà repris le travail. Alors mon mari n'a personne pour jouer à la belote». Effectivement, M. M. ne dira pas qu'il s'ennuie, que ses enfants n'ont d'autres distractions que de jouer au baby-foot dans une minuscule salle commune, qu'ils font pourtant visiter avec fierté. Parce que pour lui, les vacances, pendant longtemps, ont consisté à rester à Valenciennes. Le terrain du comité d'entreprise, c'est quand même mieux. Et pourtant... Dans le préfabriqué voisin, de 5m sur 2m, lui aussi, ce sont neuf personnes qui y vivent. «Il faut bien s'entraider, explique la mère de famille, nous avons emmené aussi les enfants d'une voisine, qui

n'avait pas de vacances, elle. Ça aurait été injuste que nos enfants prennent l'air, et pas les siens».

LE CONTRE COUP D'UNE ANNÉE D'EXPLOITATION

M. D. arrive à l'hôpital. Il a des nouvelles d'un autre ouvrier de l'usine, brusquement hospitalisé après quelques jours de vacances. «Une grosse fatigue, c'est une grosse fatigue qui l'a terrassé. Le patron, c'est comme ça qu'ils appellent les médecins, dit que c'est le changement d'air. Mais je me rappelle comment il était, à l'usine, il ne tenait plus debout. C'est le travail qui l'a usé, mais à l'usine, il se forçait à tenir le coup. En arrivant ici, sa santé a lâché».

Ce n'est pas le seul cas. Une femme et deux autres hommes sont tombés malades. «Le changement d'air» avait encore expliqué le médecin, à l'hôpital, se refusant à voir dans ces brusques chutes de tension le contre coup d'une année de travail en poste, de travail d'ouvrier aciériste.

Le centre de vacances des ouvriers aciéristes de Trith-St-Léger.



Comment tout faire rentrer dans la voiture ?

temps, on ne peut aller à la plage. C'était là qu'on passait le plus clair de notre temps» nous dit un employé de Béthune. Il se promenait avec sa femme et un petit enfant, sans mot dire. Presque quatre semaines de vacances sont passées, dans quelques jours, la rentrée. «Nous venons par ici chaque année. Pendant longtemps, c'était au camping, maintenant avec le petit, nous louons». Nous discutons un peu de ce mois de vacances. Pourquoi ici par exemple ? «Il y a les prix. Ici, on les connaît, on vient depuis longtemps. Ça ne veut pas dire qu'ils n'augmentent pas ! La location a pris cent francs de plus cette année, par exemple. Et puis, il n'y a pas beaucoup d'endroits où on peut respirer l'air de la mer pendant les vacances sans être rupin !»

on y trouve aussi bien de luxueux appartements, et des agences de location qui ne savent pas quoi inventer pour vendre leur «front de mer», que des campings de basse catégorie, des baraques de plage, ou de petites maisons de location. Mais la majorité de ceux qui y viennent passer leurs journées dans les baraques de plage.

«C'est mon père qui l'a construite. Je l'ai un peu perfectionnée. Vous voyez l'escalier, le doublage des cloisons, la petite cuisine. Comme ça, les vacances ne reviennent pas trop cher. On couche à la maison le soir, on passe la journée sur la plage, avec un chez soi, quand même. Pourquoi aller plus loin ? Il faudrait en avoir les moyens, d'abord. Et puis c'est notre pays, ici. Tout le monde se connaît».

«Les vacances, c'est chaque année de pire en pire. On ne reviendra plus ici, il n'y a plus rien pour les gosses, balançoires et autres. Alors ce sont les plus grands qui les ont tout le temps sur le dos, comme pendant l'année ! Le propriétaire du camping s'en fiche, lui. Quand on lui demande de réparer, il répond «vous vous croyez dans un quatre étoiles». Je vais vous dire quelque chose que vous ne croyez peut-être pas, mais je suis presque content de rentrer. A la boîte, on ne se laisse pas marcher sur les pieds comme ça !» Les enfants le regardent avec un peu d'effarement. La rentrée c'est l'école, et ils n'y tiennent pas du tout. Le père reprend : «Il ne faut pas rêver, pour avoir d'autres vacances, il faudrait d'abord avoir une autre vie».

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent, le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

*Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
 - «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
 - «Olympic», 10, rue Boyer
 - «Entrepot», 7, rue Pressensé
 - «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal. 300 F
- Abonnement de soutien. 500 F
- Abonnement de soutien. F

Mode de Versement :

- En une fois
- En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au

Quotidien du Peuple

BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Santé

LES ENNUIS DIGESTIFS

Comment soigner les ennus digestifs

Que l'origine de la diarrhée soit une erreur alimentaire (cure de melons ou fruits trop abondante), ou une infection, le remède est identique : laisser l'intestin au repos et apporter en quantité suffisante de l'eau et des aliments «éponge».

Il est indispensable en effet de boire abondamment pour compenser les pertes en eau et sels, ce qui n'augmente pas la diarrhée, au contraire.

Un litre de liquide au moins est nécessaire dès le premier jour, bu par petites quantités : bouillon de légumes salé, jus de carottes salé, tisane, thé, eau de cuisson du riz (après l'élimination de la première eau qui a servi à

ébouillanter le riz, ceci pour supprimer l'amidon).

La purée de carottes, de riz-carottes (sans lait qui doit être supprimé en période de diarrhée : trop riche en graisses et sucres, il irrite l'intestin), les bananes très mûres ou pochées à l'eau, les pommes très mûres ou en gelée, les coings en gelée peuvent être consommés dès le premier jour : ils constituent des aliments anti-diarrhéiques et absorbants.

Progressivement, une alimentation normale sera reprise : en commençant par les pâtes, les pommes de terre, les compotes, puis la viande, le fromage et enfin, quelques jours après les légumes et fruits crus.

Comment éviter les ennus digestifs

Les fruits doivent être soigneusement lavés, puis pelés avant consommation, ce qui évite les diarrhées causées par les insecticides retenus par la peau des fruits.

Les fruits un peu avancés seront mieux digérés en compote : les peler, les couper en morceaux, les mettre à cuire, recouverts de sucre, dans une casserole pendant cinq à six minutes. Ils constituent un dessert délicieux, avec du riz ou du fromage blanc.

Il faut se méfier surtout en été des aliments qui traînent sur les étalages non réfrigérés : pâtisseries, crèmes, laitages, coquillages, charcuteries, plats cuisinés.

sans moyens de réfrigération, des quantités limitées de nourriture «périssable». Conserver les aliments au frais, loin des mouches.

Enfin, se laver les mains et brosser les ongles pour cuisiner sont indispensables. Lorsqu'on est cuisinier dans une collectivité ou une famille, la préparation des plats est interdite en cas d'angine, plaie ou furoncle des mains. Il faut signaler tout ennui de ce genre pour être soigné et exiger d'être au repos ou mis à une autre tâche en attendant la guérison, ou prendre des précautions draconiennes (masque léger de tissu sur la bouche pour les angines, rhumes importants, gants pour les panaris).

Acheter, si l'on campe

Docteur QdP

PROGRAMME TÉLÉ

JEUDI 2 SEPTEMBRE	
TF1	18 h 15 - Ce jour-là, j'en témoigne : 17 février 1944 : l'affiche rouge.
12 h 30 - L'île au trésor	18 h 40 - Le palmares des enfants.
13 h 00 - JOURNAL	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
13 h 35 - Télévision régionale	19 h 20 - Actualités Régionales
13 h 50 - Paul Temple Série	19 h 40 - Bonjour Paris. feuilleton
14 h 45 - L'imagination au galop.	20 h 00 - JOURNAL
17 h 45 - Pour les jeunes	20 h 30 - Dramatique : Torquemada. de V. Hugo.
19 h 20 - Actualités régionales	22 h 20 - TT sur A2
19 h 40 - Une minute pour les femmes	23 h 30 - JOURNAL et fin
19 h 45 - Le village englouti	
20 h 00 - JOURNAL	FR3
20 h 30 - Faits divers. Les paysans du clair de lune.	18 h 45 - Les aventures de Tintin
21 h 30 - Simone Veil	19 h 05 - Télévision régionale
22 h 20 - Jazz à Juan	19 h 20 - Actualités Régionales
23 h 40 - JOURNAL et fin	19 h 40 - Les impressionnistes du musée du Jeu de Paume
A2	19 h 55 - Journal
15 h 00 - Aujourd'hui madame.	20 h 00 - 20 heures en été
15 h 55 - Mission impossible. Série	20 h 30 - Les grands noms de l'histoire du cinéma. Film américain. La cible humaine
16 h 45 - La mer et les hommes.	21 h 50 - JOURNAL et fin
17 h 15 - Ma sorcière bien-aimée. Série	
17 h 45 - Pour les jeunes	

feuilleton

LA VERITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Ah Q était de plus en plus étonné ; il pensait : «Ces gens-là avaient toujours besoin d'un coup de main dans le temps, comment se fait-il qu'ils n'aient plus d'ouvrage maintenant ? Il doit y avoir quelque chose de louche là-dessous». Renseignements pris, il découvrit que ces familles appelaient le Petit Don lorsqu'elles avaient besoin d'aide. Le Petit Don en question était un pauvre diable maigre et débile placé plus bas encore que Wang-le-Barbu dans l'estime de Ah Q. Qui eût pensé qu'il lui volerait un jour son bol de riz ? L'indignation de Ah Q fut encore plus violente que de coutume. Comme il marchait, bouillant de colère, il leva la main bien haut et chanta : *Ma main brandit une masse d'acier pour l'écraser.* (1).

Quelques jours plus tard, il rencontra le Petit D devant le mur faisant écran érigé face à la porte de la maison des Tsien. «Lorsque deux ennemis se rencontrent, leurs yeux lancent des flammes». Ah Q s'avança, et Petit D s'immobilisa.

Ah Q, le regard foudroyant, hurla l'écume aux lèvres : «Animal !»

-Je suis un insecte, es-tu satisfait ? demanda le Petit D.

Cette humilité rendit Ah Q plus furieux encore, mais comme il n'avait pas de masse d'acier, il s'élança sur son ennemi pour le saisir par la natte. Petit D, protégeant d'une main la racine de sa natte, essaya de l'autre d'agripper celle de l'assaillant, si bien que Ah Q dut utiliser sa main libre pour protéger sa propre chevelure. Autrefois, Ah Q n'aurait jamais considéré Petit D comme un adversaire digne du lui, mais la faim de ces derniers temps l'avait rendu aussi faible que ce misérable. Ils étaient maintenant de force égale. Leurs quatre mains tenant leurs deux nattes, ils restèrent dans cette position un long moment, leurs dos courbés se reflétant en un arc bleu sur le mur blanc de la maison Tsien.

-Ça va ! ça va ! disaient des spectateurs qui voulaient vraisemblablement faire la paix.

-C'est bien ! c'est bien ! disaient d'autres spectateurs sans qu'on sût s'ils voulaient louer, exciter ou apaiser les antagonistes.

Mais les deux combattants n'écoutaient ni les uns ni les autres ; Ah Q faisait trois pas en avant, Petit D en faisait trois en arrière, puis il s'immobilisaient un instant. Ensuite, Petit D

(1) Un vers de la «Bataille du Dragon et du Tigre», opéra populaire

avançait de trois pas, Ah Q reculait de trois, et ils s'arrêtaient de nouveau. Ce manège dura à peu près trente minutes ou peut-être vingt seulement, car à Weitchouang où il n'y a pour ainsi dire pas d'horloge sonnante les heures, il est difficile de fixer la durée avec exactitude. La sueur perlait à leur front, et leurs crânes fumaient, lorsque, tout à coup, Ah Q lâcha prise ; au même instant, la main de Petit D se desserra aussi. Ils se redressèrent en même temps, s'écartèrent d'un même mouvement et se frayèrent un passage au milieu de la foule.

-On se retrouvera, espèce de con ! dit Ah Q par-dessus son épaule.

-Espèce de con ! on se retrouvera ! dit Petit D en se retournant.

Ce combat entre «Tigre et Dragon» se termina apparemment sans vainqueur ni vaincu ; nous ne savons pas si les spectateurs en furent satisfaits, car ils n'émirent aucun commentaire. Cependant, par la suite, AH Q demeura sans travail comme par devant.

Un jour qu'il faisait très doux et que la brise avait un avant-goût d'été, Ah Q fut pris de frissons ; cette sensation de froid, il la trouvait encore supportable, ce qui le tourmentait surtout, c'était la faim. Il y avait longtemps qu'il n'avait plus ni couverture ouatée, ni bonnet de feutre, ni veste d'été, et il avait fini par vendre sa veste ouatée. Actuellement, il ne lui restait plus que son pantalon, dont il ne pouvait absolument pas se défaire, et une veste doublée toute déchirée, bonne tout au plus à faire des semelles de souliers, mais pour laquelle il n'obtiendrait pas un sou. Depuis longtemps, il nourrissait l'espoir de ramasser une somme d'argent sur la route, mais jusqu'à présent, il n'avait rien trouvé ; il avait aussi espéré trouver subitement de l'argent dans sa misérable chambre, mais ses regards effarés avaient beau se porter de tous les côtés, la pièce demeurait vide et nue. Alors, il se décida à sortir quêter sa nourriture.

Dans cette «quête», il passa devant le marchand de vin qui lui était familier, devant l'étalage de petits pains à la vapeur qu'il connaissait si bien, mais il les dépassa sans s'arrêter un seul instant et sans éprouver aucune envie. Ce n'était pas là ce qu'il cherchait ; d'ailleurs, que cherchait-il au juste ? Lui-même ne

le savait pas très bien. Weitchouang n'était pas un grand village, Ah Q l'eut vite parcouru. Aux alentours il y avait des rizières offrant à perte de vue la tendre verdure de leurs pousses nouvelles. Les quelques points noirs qui s'y mouvaient étaient les cultivateurs travaillant aux champs. Ah Q, incapable de goûter les scènes champêtres, continua d'avancer ; il comprenait que ces champs n'avaient qu'un rapport éloigné avec la nourriture qu'il cherchait. A force de marcher, il arriva au pied du mur du Temple du Paisible Perfectionnement.

Le temple était entouré de rizières, ses murs blanchis à la chaux se dressaient au milieu d'une verdure toute neuve. Par derrière, un petit mur de torchis fermait le jardin potager. Après une seconde d'hésitation, Ah Q inspecta les environs, et ne voyant personne, escalada l'enceinte en s'accrochant à une plante grimpante. Mais le mur s'effrita ; de petits mollons de terre tombaient avec un bruit d'éboulis. Les jambes de Ah Q tremblèrent sous lui, et ce n'est qu'en s'accrochant à une branche de mûrier qu'il parvint à sauter dans le potager. Ses plants offraient toute une gamme des verts, mais il n'y avait trace ni de vin ni de pain à l'étuvée, ni de rien de comestible. Au pied du mur de l'ouest, il y avait un bosquet de bambous avec beaucoup de jeunes pousses, malheureusement elles n'étaient pas apprêtées. Les colzas étaient montés en graines, les moutards sur le point de fleurir, et les choux déjà trop durs.

Ah Q en fut aussi dépité qu'un étudiant qui vient d'échouer à son examen. A pas lents, il arriva à la porte qui menait jusqu'au jardin, et quels ne furent pas son étonnement et sa joie de voir devant lui un carré de navets ! Il s'accroupit et se mit en devoir de les arracher. Soudain, une tête ronde parut dans l'embrasure de la porte et se retira précipitamment ; c'était sûrement la petite nonne. Dans le temps, Ah Q n'aurait jamais tenu compte d'une bonzesse, mais il faut parfois revenir sur ses points de vue dans la vie, aussi se dépêcha-t-il d'arracher quatre navets, d'en casser les feuilles et de les fourrer dans sa veste. Une vieille nonne bouddhiste se présenta devant lui :

-Bouddha, protégez-nous ! Ah Q, comment oses-tu venir voler des navets dans notre potager ! Ah ya...c'est un péché ! Ah ya...Bouddha, protégez-nous !

(à suivre)

OU EN EST L'ESPAGNE

Hélène VARJAC

LE PLAN DE LA BOURGEOISIE ESPAGNOLE

UN PARI DOUTEUX

L'année 1975, a été la pire de toutes depuis 1959, souligne le dernier rapport de l'OCDE. Ce constat rend bien fragile les déclarations du gouvernement sur la confirmation de la reprise apparue ces derniers mois : le meilleur par rapport au pire n'est pas le bon !

MARGE DE MANOEUVRE LIMITÉE !

L'organisme déjà cité, reconnaît qu'*à court terme, les autorités espagnoles disposent d'une marge de manœuvre limitée*. Le taux d'inflation qui grimpe vers les 20% annuels, le nombre de chômeurs (environ un million), la stagnation de la production (0,8% de plus en volume), le déficit catastrophique de la balance commerciale, l'effondrement des réserves monétaires pallié par un endettement croissant du pays, voilà où en est l'Espagne après 40 ans de pouvoir fasciste, et un développement capitaliste particulièrement anarchique ! La mesure la plus significative du gouvernement a été le décret de blocage des salaires contre lequel s'est déclenché une vague de luttes sans précédent.

QUELQUES MIETTES DE DEMOCRATIE

Au bout d'un an d'expédients, à un moment où les investisseurs boudent l'Espagne, où les effets de la dévaluation de février dernier sont depuis longtemps annulés, la classe au pouvoir tente un pari : lâcher un peu de lest sur le terrain politique pour mieux faire payer aux travailleurs les effets de la crise économique, et accentuer la politique d'austérité. Il s'agirait par là de concéder quelques miettes de démocratie, essentiellement à l'usage des partis bourgeois réformistes : légalisation, pouvant aller au PC, liberté de réunion et d'association sous certaines conditions, réforme syndicale, relative liberté de la presse, préparation d'élections législatives à moyen terme. Réaliser cette transmutation du fascisme, « en démocratie », tel est le rôle spécifique dévolu à l'équipe du premier ministre actuel, Soarez.

Dans le même temps, les partis révolutionnaires seront toujours au ban de cette démocratie rognée, les manifestations combattives seront réprimées, comme les grèves dures et les occupations d'usines, et il y aura d'autres Francisco Javier Verdejo assassiné de sang-froid par la garde civile à Almería. Dans le même temps, le décret de blocage des salaires serait renforcé, le niveau du chômage res-

terait le même, et la crise servirait à restructurer une économie dont certains secteurs restent très arriérés. Les partis bourgeois ne voient pas d'un mauvais œil cette « solution ».

MALGRÉ LE PARTI DE CARRILLO...

Le Parti de Carrillo a déclaré : « La classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs n'ont aujourd'hui d'autre moyen d'action que la grève et les manifestations ; mais il est certain que lors d'un changement politique à travers lequel la classe ouvrière puisse atteindre la possibilité de participer directement à la solution des problèmes nationaux, les travailleurs ne fuiraient pas leurs responsabilités et seraient disposés à contribuer à une solution progressiste de la crise qui considérerait l'intérêt général du pays. » (souligné par la rédaction)

En fait, dans l'attente de ce changement politique, le dit parti a déjà essayé de freiner les luttes. Mais l'acuité de la crise économique qui pèse sur les masses populaires, comme l'aspiration à des libertés démocratiques réelles rend ce pari de la bourgeoisie fort douteux. Les luttes qui se sont

développées cette année, comme celles qui se préparent sous l'impulsion des révolutionnaires vont s'efforcer de faire échouer ce pari. C'est à ce prix que les conditions pourraient être remplies pour que change en Espagne plus que la forme de domination fasciste de la bourgeoisie...

RESULTATS DE 1975 ET PREVISIONS POUR 1976			
Chômage	1975		1976
	de 800 000 à 1 million		1 million
PNB (produit national brut)	1974	1975	1976
	(milliards de pesetas)	(% de variation en volume)	(% de variation en volume)
	4 934	+ 0,8	+ 2,5
Commerce Extérieur	1975		1976
	(% de variation en volume)		(% de variation en volume)
Exportations	nulle		+ 12
Importations	- 3		+ 2,5

les mots et les choses ...

EN ACCOMPAGNANT AMPARO, ÉPOUSE D'OUVRIER

Il y a les mots, et les choses ; et les mots ont toujours fort à faire pour rattraper l'angoisse des choses... Pour Amparo avec qui je chemine jusqu'au marché, les prévisions de l'OCDE sont loin.

LA «COMPRA»

On a lu ce matin, dans un coin du journal, que la hausse du coût de la vie en juillet 75 et juillet de cette année était de 17,89%. Mais bien plus parlant, son geste en partant « à la compra » (les courses) : au billet de 500 pesetas glissé dans le porte-monnaie, elle en a ajouté un deuxième au cas où...

On a vite fait de quitter l'avenue enserrée dans les tours de brique rougeâtre pour arriver dans des rues non pavées, fatiguées de poussière, avec cet air inachevé des quartiers ouvriers de banlieue. Le marché est loin, mais c'est moins cher que les magasins de l'avenue. Chemin faisant, Amparo raconte : le loyer 8 500 pesetas, le gaz et l'électricité 1 500, le tabac de Luis, des brunes, 6 000 pesetas par mois, l'autobus pour aller à l'usine, environ 5 000 pesetas par mois. Cela, c'est l'inévitable. Sur les 18 200 pesetas que gagne Luis, il faut se débrouiller avec le reste pour les frais divers et la nourriture, soit 7 200 pesetas par mois. Et

encore, dit Amparo, Luis travaille dans une grosse boîte, les salaires sont plus élevés qu'ailleurs. Mais le SMIG est à 11 500 pesetas par mois (environ 860 F). Je me dis que peut-être, c'est moins cher qu'en France...

Amparo ne parle pas de l'ingéniosité qu'elle doit déployer pour que le prix d'un repas tourne autour de 5 F, elle tend en silence le billet jaune de 100 pesetas et de la monnaie pour 2 beefsteak, la viande de la semaine. Je vois défiler la douzaine d'œufs à plus de 4 F, les pêches et les tomates en pleine saison à plus de 3 F... Décidément, c'est à peu près pareil...

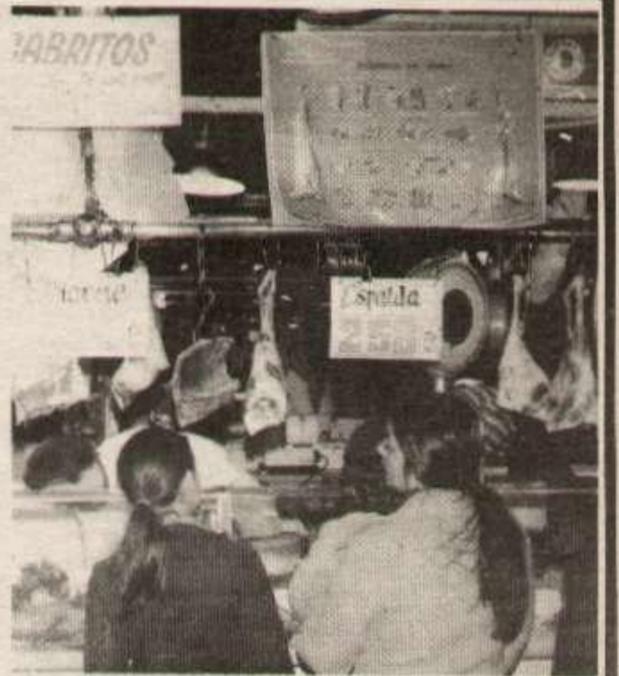
A L'APPEL DES ASSOCIATIONS DE VOISINS ET DE MAÎTRESSES DE MAISONS...

Amparo était à la manifestation de juillet à Madrid où plus de 100 000 personnes s'étaient rendues, habitants des quartiers populaires et ménagères, à l'appel des associations de voisins et de maîtresses de maison. Une force avec laquelle il

faudra compter et de plus en plus dans les luttes à venir.

VERS MALAGA

Car si, pour un ménage ouvrier la vie est dure, dans certaines régions c'est carrément la misère. Dans le Sud, vers Malaga, là où les premiers comités de chômeurs se sont formés, à partir du milieu du mois, il faut vivre à crédit, et tout ce qu'il y a à donner en gage à la fin du mois, c'est le « carnet d'identité ». En Andalousie par exemple, d'après les chiffres officiels, près de 10% de la population active est au chômage. La situation des ouvriers agricoles des grandes plantations (oliveraies, coton) a été qualifiée d'« explosive » par un membre du gouvernement, c'est tout dire ! En fait cette situation existe un peu partout dans le pays. Car sur un million de chômeurs recensés, il faut ajouter les travailleurs saisonniers (110 000). Rien que dans le bâtiment par exemple, le secteur le plus touché, il y a 300 000 chômeurs. Le plan gouvernemental de



QU'EST-CE QUI FAIT COURIR OREJA A TRAVERS L'EUROPE ?

Fin août, Oreja, le nouveau ministre des affaires étrangères, a fait une tournée en Europe, particulièrement en Allemagne et en Suisse, sur les pas de son prédécesseur Arellano. Qu'est-ce qui pouvait bien motiver ce nouveau déplacement ? « Rien de grave, dit Oreja, les choses sont beaucoup plus simples, tous les pays sont à notre écoute et désirent être informés du développement politique espagnol ».

Le motif officiel, c'est le projet d'extension à la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark du traité préférentiel existant déjà entre l'Espagne et les 6, un nouveau maillon sur le chemin de l'intégration au Marché Commun dans un an peut-être. Il est certain que

la question des exportations revêt une importance capitale, car le déficit de la balance des paiements atteindra près de 7 milliards de dollars. Oreja se serait fait dire en Allemagne que l'Europe n'était pas pressée d'accueillir un partenaire en difficulté. En fait, la question de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun est assez controversée en Europe même y compris dans les « milieux d'affaires ». Il est clair qu'elle entraînera une paupérisation supplémentaire des masses ; elle mettra aussi en difficulté les secteurs arriérés de l'économie espagnole, qui sont assez nombreux. On voit mal par exemple quel intérêt l'industrie textile catalane aurait au Marché Commun, même si l'idée y est, par l'ouverture démocratique qu'elle symbolise, assez bien reçue ? Dans la perspective de cette intégration, la bourgeoisie espagnole s'apprête à des restructurations et des rationalisations brutales au dépens des masses.

Cependant, en parcourant l'Europe, Oreja a d'autres soucis que celui, plus lointain de l'intégration à l'Europe ; c'est que « tout fout le camp », mais pas dans le bon sens. Qu'on en juge plutôt, les émigrants rentrent et les capitaux fuient ! Les investissements se font rares. Oreja est allé s'enquérir du sort des 200 000 émigrants en Suisse, et des 600 000 autres que compte l'Allemagne, et solliciter de nouveaux prêts. Mais la Suisse et l'Allemagne, comme n'importe quel pays capitaliste, n'investiront en Espagne qu'en étant assurés de leurs marges de profits. Aux yeux des capitalistes, beaucoup d'incertitudes pèsent sur la situation en Espagne : « Et si la peseta dévaluait une nouvelle fois comme il en est question, et si cette dévaluation faisait pression sur les prix ? et s'il y avait des grèves ? et si ?... Décidément, rien ne va plus dans l'ex-paradis des rapaces espagnols et étrangers ».